



Belgian Presidency
of the Council of the
European Union

UNE VISION CITOYENNE SUR L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE AU SEIN DE L'UNION EUROPÉENNE



Table des matières

1. Introduction	4
L'intelligence artificielle et les citoyens : le début d'une histoire	5
2. Notre vision citoyenne sur le développement de l'IA	8
Neuf messages clés	9
2.1. Le travail : Aider l'humain sans le remplacer	10
2.2. Apprendre à vivre avec l'IA : Investir dans les générations actuelles et futures	12
2.3. Système économique et relations de pouvoir : Une nouvelle approche ?	16
2.4. Recherche scientifique et innovation : Des opportunités inégalables	20
2.5. Environnement : Solutions et empreinte écologique	22
2.6. Deepfake et informations non fiables : Des risques élevés pour l'humain et la démocratie	24
2.7. Position de l'Union européenne dans le monde : Montrer l'ambition d'investir, de protéger et de promouvoir les valeurs européennes	27
2.8. Accords mondiaux : L'Union européenne doit prendre l'initiative	31
2.9. « Human in the loop » et le contact humain : Deux fondements pour le développement futur de l'IA	33
3. Explications & méthodologie	36
3.1. Phases du processus	37
3.2. Composition du panel de citoyens : recrutement & tirage au sort	38
3.3. Questions centrales de ce panel citoyen	42
3.4. Comité de surveillance	43
3.5. Un panel de citoyens sur trois week-ends	44
3.6. Attitudes du panel à l'égard de l'IA et de la démocratie avant et après le panel	48
3.7. Test IA sur le panel citoyen et résultats	50
4. Communication	52
5. Les exécutants	53
6. Remerciements	54
7. Colophon	56

1. INTRODUCTION

Ce rapport présente les résultats du panel citoyen organisé dans le cadre de la présidence belge du Conseil de l'Union européenne (UE) en 2024 sur un enjeu crucial: l'Intelligence Artificielle (IA).

Dans l'esprit de la Conférence sur l'Avenir de l'Europe en 2021-2022 qui vise à renforcer la démocratie et l'engagement citoyen au sein de l'UE, le gouvernement fédéral belge a saisi l'opportunité de sa présidence tournante de l'UE pour permettre aux citoyens et à la société civile de s'exprimer sur des thématiques décisives pour l'avenir, afin d'enrichir les débats sur l'UE et son orientation stratégique. Le SPF Affaires Étrangères, organisme coordinateur de la présidence belge du Conseil de l'UE en 2024, a organisé ce panel citoyen au niveau national. En outre, d'autres entités fédérées, ainsi que la société civile et partenaires sociaux, ont apporté diverses contributions qui, ensemble, ont constitué le programme de participation publique de la présidence belge du Conseil de l'UE en 2024.

Composé de 60 belges, tirés au sort, représentants toutes les provinces et origines, le panel citoyen s'est réuni sur 3 week-ends entre février et avril 2024 pour échanger leurs opinions, aspirations et préoccupations concernant le développement de l'IA au sein de l'UE, et formuler des propositions sur les orientations que l'UE devrait prendre dans ce domaine dans les années à venir.

Technologie aux multiples facettes déjà devenue incontournable pour nos entreprises et notre quotidien, l'IA est un thème central de la présidence belge¹, qui a récemment finalisé les négociations concernant la loi de l'AI Act. Son développement rapide recèle un potentiel considérable pour le progrès, tout en soulevant des questions éthiques, sociétales, économiques, démocratiques, environnementales, sécuritaires et géopolitiques sur lesquelles l'UE devra se positionner dans les années à venir.

Les travaux de ce panel ont abouti à 9 messages citoyens pour guider la Belgique et les politiques de l'UE en matière d'IA. Ces messages reflètent la perception actuelle des citoyens belges sur l'IA et leur vision pour son développement futur, mettant l'accent sur la nécessité d'une approche responsable, ambitieuse et bénéfique de cette technologie, en veillant à ce qu'elle serve les intérêts de tous et ne laisse personne de côté. Ce rapport témoigne de l'intérêt des citoyens pour le développement de l'IA au sein de l'UE, ainsi que de leur volonté de participer activement aux décisions politiques pour façonner une UE juste, prospère et tournée vers l'avenir.

¹ La présidence belge vise à faire avancer la double transition écologique et numérique, primordiale pour accroître la compétitivité et l'autonomie stratégique de l'UE. La poursuite de cet objectif s'appuie notamment sur la numérisation de l'industrie au moyen de nouvelles technologies telles que l'IA.

L'intelligence artificielle et les citoyens : le début d'une histoire

Le texte qui suit a été écrit et validé par les citoyens le dimanche 21 avril 2024. Tous les membres du panel ont pu s'exprimer dessus et faire des commentaires. Ces derniers ont été soit intégrés dans le texte directement, soit mis en annexe.

Au sein de ce panel citoyen composé de 60 Belges tirés au sort, nous avons travaillé avec beaucoup d'enthousiasme et de dévouement pour fournir une réponse adéquate à la mission qui nous a été confiée. Pendant trois mois, de février à avril 2024, nous nous sommes penchés sur le thème de l'Intelligence artificielle (que nous nommerons IA dans la suite de nos travaux), et c'est avec fierté que nous partageons maintenant notre vision avec vous, dirigeants et dirigeantes belges et européens et avec tous les acteurs de la société qui réfléchissent au monde de demain. En guise d'introduction, nous souhaitons donner la parole à l'un d'entre nous, qui a rédigé ce poème, comme message à tous ceux qui liront ce rapport :

« Il y a eu un avant le TNT, un avant la fission de l'atome. L'après n'a pas été que positif, souvent l'après augmente les symptômes d'avant. L'Humanité est capable de grandeur, de développer des vaccins, de créer des avions et d'aller dans l'espace. Et aussi capable de guerres, de destructions et de haine. L'esprit de l'IA est sorti de la lampe, nous ne sommes plus dans l'avant. Faites des choix porteurs d'espérance, parce que nous en supporterons les conséquences »

— Jonny

Ce que nous avons appris et expérimenté, c'est que - comme c'est le cas pour toutes les technologies - l'utilisation de l'IA peut être inquiétante, ou au contraire soutenante et porteuse d'opportunités.

Nous avons plongé dans le sujet, écouté des intervenants du milieu académique, gouvernemental et de l'industrie. Nous avons partagé nos expériences et nos connaissances : certains d'entre nous ont découvert l'intelligence artificielle dans ce panel, d'autres l'utilisent déjà au quotidien. Nous avons fait de cette diversité d'expériences une richesse, pour pouvoir écrire un avis citoyen qui reflète les différentes aspirations de la population belge.

Dans cette introduction, nous souhaitons d'ores et déjà délivrer quatre messages importants :

1. Investir dans la communication sur l'IA

Nous avons constaté (et même expérimenté) un fort décalage entre nos connaissances en tant que citoyens d'une part et le rythme et l'ampleur du déploiement de l'intelligence artificielle d'autre part.

Les décideurs doivent être conscients que les citoyens disposent de peu d'informations sur le développement de l'IA ou des négociations qui sont en cours à ce sujet (en Belgique, au sein de l'Union européenne et au niveau international). Les citoyens de ce panel en ont eux-mêmes fait l'expérience.

En tant que citoyens, nous pouvons mettre en évidence le déficit d'information, mais ce sont les décideurs qui ont la responsabilité de le combler par l'information et la sensibilisation.

Nous constatons qu'un effort massif d'information est nécessaire sur ce qui se passe en matière d'IA et de ses

applications. Nous sommes étonnés du faible intérêt des médias belges pour notre panel, alors que les médias ont aussi une responsabilité en matière d'information de la population. Les bibliothèques, les porteurs de projets, les gouvernements, etc. peuvent aussi jouer un rôle ici. Nous devons être mieux informés afin de comprendre comment l'intelligence artificielle se développe et va nous impacter, et éviter ainsi une mauvaise compréhension ou l'ignorance de ce qui se joue.

Nous ne voulons pas nous sentir extérieurs à ce qui se passe. Il est important que cette information soit suffisante et claire tout en ne noyant pas les citoyens dans une multitude d'informations.

2. Prendre des mesures maintenant et instaurer la confiance

L'Union européenne a une grande responsabilité dans le développement de l'IA, parce que c'est à l'échelle des 27 pays membres que nous serons en mesure d'agir. Ensemble, mais également à l'égard des autres puissances. C'est à 27 que nous pourrions trouver des axes de développement intéressants pour l'IA, et qu'on pourra mettre d'accord sur la manière de l'utiliser. Et c'est la manière dont le sujet sera pris en main au niveau européen qui pourra nous rassurer et nous donner confiance dans le développement et l'évolution de l'IA.

3. Ne laisser personne sur le côté

Nous souhaitons qu'aucun citoyen européen ne rate le train de l'intelligence artificielle. Un droit d'accès à l'intelligence artificielle est nécessaire et doit être affirmé politiquement. Ce droit ne sera possible que si tout le monde a en premier lieu accès à internet. Nous souhaitons que ce droit d'accès soit reconnu et mis en œuvre partout dans l'Union européenne.

4. Assurer le suivi de notre panel

Enfin, le suivi qui sera donné à ce panel est très important pour nous. Nous avons fait notre part, nous attendons maintenant que les décideurs fassent la leur. Nous avons beaucoup d'espoir pour la suite. Notre contribution est une première étape, mais le travail n'est pas terminé. Nous souhaitons que les discussions sur l'intelligence artificielle se fassent de manière démocratique implique le plus possible de citoyens, de politiques et d'acteurs concernés.

Notre travail est un cadeau à l'Union Européenne et aux 26 autres Etats-membres. Nous y avons mis notre cœur, notre esprit et notre énergie. Nous espérons que nos visions seront prises en compte.

Nous souhaitons aussi que le recours à des panels citoyens en Belgique et dans l'Union européenne soit poursuivi sur tous les sujets qui ont un impact sur la vie des citoyens et qui concernent des choix éthiques majeurs.



2.

NOTRE VISION CITOYENNE SUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'IA

Neuf messages clés:

- 1. Le travail:** Aider l'humain sans le remplacer
- 2. Apprendre à vivre avec l'IA:**
investir dans les générations actuelles et futures
- 3. Recherche scientifique et innovation:**
des opportunités inégalables
- 4. AI et environnement:** Solutions et empreinte écologique
- 5. Système économique et relations de pouvoir:**
une nouvelle approche ?
- 6. Deepfake et informations non fiables:**
des risques élevés pour l'humain et la démocratie
- 7. Position de l'Union européenne dans le monde:**
montrer l'ambition d'investir, de protéger et
de promouvoir les valeurs européennes
- 8. Accords mondiaux:** l'Union européenne doit prendre l'initiative
- 9. «Human in the loop» et le contact humain:**
Deux fondements pour le développement futur de l'IA.

2.1. Le travail :

Aider l’humain sans le remplacer

Notre constat

L'intelligence artificielle (IA) est une révolution qui va profondément transformer le monde du travail : les emplois d'environ 60 % des travailleurs seront modifiés par l'IA. 7 % des emplois disparaîtront et d'autres seront créés (source : FMI).

Les spécialistes n'ont pas encore de projection précise de comment cela va évoluer. Nous constatons qu'il n'y a pas encore de vision claire **des potentiels** scénarios positifs, mais seulement de quelques-uns. Nous percevons cependant des risques considérables (voir ci-dessous) que l'IA pourrait engendrer si elle n'est pas correctement intégrée dans le **monde** du travail.

Notre message clé

- ◆ **Tout le monde doit prendre ses responsabilités** pour s'adapter au changement : tant les individus, que les entreprises et les syndicats.
- ◆ **L'IA doit aider l'humain sans le remplacer.** Il faut anticiper les changements et préparer les reconversions.
- ◆ Le **temps potentiellement gagné grâce à l'AI**, par exemple en diminuant la charge de travail, doit être utilisé à des tâches contribuant à l'innovation, à améliorer le bien-être au travail et permettre un meilleur équilibre entre travail et privé.

Notre vision

1. L'IA doit aider les humains sans les remplacer et il faudra aider certains à se reconverter

Nous avons identifié différentes **zones de risques** que l'Union européenne et d'autres acteurs **devraient anticiper** :

- ◆ **Risque que l'âge de la retraite soit repoussé**, si le travail devient de plus en plus simple à exécuter grâce à l'IA ;
- ◆ Pertes de salaire si une partie du travail est prise en charge par une IA ;
- ◆ Difficultés à se reconverter pour ceux qui manquent de qualification car les emplois risquent de devenir de plus en plus qualifiés avec l'IA ;
- ◆ Réduction des besoins en moyens humains menant à une hausse du chômage et donc sécurité sociale de moins en moins financée (*voir aussi "Système économique et relations de pouvoir"*) ;
- ◆ Menaces pour de nombreux métiers et perte de créativité, notamment dans les métiers artistiques).

2. L'IA doit diminuer la pénibilité du travail et améliorer le bien-être au travail

L'utilisation de l'IA peut simplifier les manières de faire, supprimer les tâches répétitives, promouvoir l'efficacité et/ou la qualité du travail, afin que les travailleurs aient plus de temps pour des tâches à plus haute valeur ajoutée ou pour améliorer la qualité des relations professionnelles et un meilleur équilibre travail/vie privée.

Nous souhaitons que les avantages de l'IA ne soient pas vus comme une simple opportunité de diminuer les moyens humains ou une réduction pure et dure des coûts et que le temps libéré grâce à l'IA soit investi dans la qualité du travail (bien-être, contacts humains..).

Exemples

- ◆ Dans le **domaine de l'enseignement**, il y a aujourd'hui une pénurie d'enseignants et beaucoup abandonnent à cause de tout le travail administratif qu'ils doivent faire à côté de leur métier. L'IA pourrait les soulager de ces tâches administratives ou des tâches qui ont peu de plus-value humaine, ce qui permettrait à l'enseignant de se concentrer davantage sur la relation avec les élèves et les méthodes pédagogiques.
- ◆ Dans le **domaine médical**, l'IA permet de gagner du temps, notamment pour soulager tous les acteurs de santé des tâches administratives pour leur permettre de prendre plus de temps sur leur cœur de métier : contact direct avec le patient, se renseigner et se tenir au courant des dernières recherches/données, etc. Les systèmes d'IA permettent également d'améliorer la prévention, ce qui soulagera le système de santé. Le temps gagné ne doit surtout pas être vu comme une opportunité d'ajouter de nouveaux patients aux professionnels et une nouvelle charge de travail.

3. Il est nécessaire d'investir dans la formation continue pour accompagner les travailleurs à utiliser l'IA

Il est fondamental de prévoir un soutien des travailleurs dans cette transition. Investir dans la formation au sein de chaque métier devient crucial pour les adapter et anticiper l'arrivée de l'AI (notamment enseignement, mais aussi dans le monde de l'entreprise, des PME, etc.). Et surtout, il faut prévoir un budget suffisant pour cela, une taxe sur les robots pourrait être un moyen d'y parvenir.

Par ailleurs, l'arrivée de l'IA ne devrait pas nous faire perdre des connaissances, des compétences en tant qu'humains (voir aussi le chapitre " Apprendre à vivre avec l'IA). Par exemple, il faut éviter d'affaiblir les formations, en réduisant la durée ou le contenu des études, sous prétexte qu'il y aura une IA qui pourra nous assister dans notre vie professionnelle.

4. L'IA peut permettre de promouvoir de nouveaux emplois et anticiper les requalifications

L'IA peut être un outil utile pour aider aux requalifications, au recrutement ou à la recherche d'emploi, surtout si l'on souhaite se réorienter. En intégrant les compétences de chacun, elle peut lister toutes les fonctions dans lesquelles ces compétences sont utiles. Ainsi, les travailleurs pourraient trouver des emplois qui leur conviendraient mieux et les garder plus longtemps. On pourrait également mieux évaluer si une personne doit éventuellement suivre une nouvelle formation.

2.2. Apprendre à vivre avec l'IA : Investir dans les générations actuelles et futures

Notre constat

L'IA est déjà massivement présente dans notre société et sa présence va s'accroître dans le futur, jusqu'à parfois devenir inévitable. Pour l'instant, l'IA est relativement accessible à tous. Outre la loi sur l'IA, aucune règle ni restriction claire ne régit l'utilisation de l'IA et aucune formation préalable n'est requise.

Il n'y a pas de règles ou restrictions claires pour utiliser l'IA et aucune formation préalable n'est requise.

Nous sommes conscients que l'IA va donc avoir un impact énorme sur notre façon de vivre et d'interagir les uns avec les autres mais nous ne savons pas encore précisément quel effet cela aura sur nos compétences et nos relations avec les autres. Cependant, il est déjà clair pour nous que la pensée critique sera plus essentielle que jamais pour apprendre à bien utiliser l'IA, à la fois pour les générations actuelles et futures.

Notre message clé

- ◆ Nous devons **comprendre le fonctionnement de l'IA** pour saisir vraiment de quoi nous parlons et comment elle s'applique à notre vie quotidienne. L'IA n'est pas nécessairement mauvaise, mais peut avoir des conséquences dangereuses. Nous devons montrer que l'IA peut être une aide et qu'elle peut être un outil utile. Pour cela, un effort constant de la part de tous les acteurs est nécessaire pour s'adapter à cette nouvelle réalité.
- ◆ Il est important **que nous ne perdions pas nos compétences humaines (« softskills »)**. La priorité doit être donnée aux jeunes qui sont déjà fortement influencés par les systèmes d'IA, notamment via les réseaux sociaux et les plateformes qui utilisent l'IA. Ils devront vivre avec ces outils à l'avenir. Nous devons donc les préparer afin de garantir qu'il n'y ait pas de fossé entre ce que nous apprenons à l'école et ce qui est nécessaire dans la vie active.



Notre vision

1. Il faut comprendre l'IA pour pouvoir garder un regard critique dessus

Il est nécessaire de :

- ◆ comprendre l'IA en tant que système : d'où viennent les données, comment le système peut apprendre et évoluer, ... ;
- ◆ être conscient des impacts de l'IA dans nos usages quotidiens, privés et professionnels.

Cela permettra à tout le monde de développer un esprit critique. Cela concerne tous les aspects de la vie, tant privée, où la compréhension de l'IA a lieu à la maison ou avec ses pairs, que professionnelle et scolaire.

2. Intégrer l'intelligence artificielle dans l'éducation

L'enseignement a un rôle majeur à jouer dans la transition digitale et l'intégration de l'IA. Il ne doit pas être le seul vecteur d'éducation à l'IA mais a un rôle majeur à jouer.

Il est important que ce secteur soit soutenu de manière structurelle et systémique, au niveau des programmes d'éducation. Actuellement, les enseignants n'ont pas assez d'outils et de directives claires pour mettre cela en place.

Intégrer l'IA dans l'éducation implique également une nouvelle manière d'enseigner :

- ◆ En sensibilisant les élèves sur leur utilisation de l'IA : pourquoi ils l'utilisent et qu'en pensent-ils ?

- ◆ En changeant le mode d'évaluation car les élèves utilisent certainement déjà l'IA pour faire leurs devoirs. Il ne faudrait plus évaluer uniquement le travail mais aussi comment l'élève a utilisé et modifié ce qui a été produit par l'IA, afin de développer son esprit critique ;
- ◆ En initiant les enfants à l'IA à un jeune âge afin de leur apprendre à l'utiliser de manière responsable. La pensée critique, logique et créative doit pouvoir se développer parallèlement à des compétences de base qui doivent être préservées (par exemple l'écriture sur papier, sans fautes d'orthographe) ;
- ◆ En montrant aux élèves que l'utilisation de l'IA est une option mais pas une nécessité. Il ne faut ni l'interdire, ni la rendre obligatoire.

Pistes à explorer

- ◆ **Imposer un âge minimum pour certaines applications**, accessibles uniquement par connexion avec des applications officielles telles qu'Itsme.
- ◆ **Mettre en place des campagnes d'information générale** sur le fonctionnement des algorithmes pour le grand public (comment les algorithmes incitent à la consommation, à la polarisation, etc.) et **des formations bien encadrées sur le fonctionnement de l'IA et des algorithmes** dans des lieux de proximité (centres communautaires, organisations de jeunes, maisons de retraite, etc.)
- ◆ **Développer une plateforme centrale au niveau de l'UE contenant toutes les informations possibles sur l'IA**. Ces informations devraient être disponibles à la fois en ligne et hors ligne (en version imprimée, dans des lieux publics, etc.)

3. La créativité et les softskills doivent être préservées

Pour maintenir les relations interpersonnelles dans une société où l'IA prendra de plus en plus de tâches en charge, il est important que les compétences suivantes continuent d'être enseignées : communication, créativité, gestion des conflits, travail d'équipe, autonomie, etc.

Le domaine de la création et de l'art sera fortement influencé par l'intelligence artificielle. L'IA offre un potentiel créatif énorme mais représente également un danger (droit d'auteurs, baisse de la créativité, copies...). Aujourd'hui, si une création est générée par une application d'IA avec la demande de se baser sur le style d'un autre artiste, c'est le créateur de l'œuvre finale qui est rémunéré et non le créateur original. Il est nécessaire de protéger les créateurs originaux afin qu'ils puissent continuer à vivre de leurs œuvres et que l'art puisse continuer à prospérer.

Pistes à explorer

- ◆ **S'assurer que les auteurs soient toujours rémunérés**, même lorsqu'ils utilisent l'IA dans la création de nouveaux textes ou d'œuvres artistiques.
- ◆ **Réviser la loi sur les droits d'auteur** pour indemniser les « créateurs sources »
- ◆ Pour les œuvres créées par l'IA, **développer un label qui fait référence aux « artistes sources »** sur lesquels l'IA s'est basée pour la création
- ◆ **Mettre en place un système de licence** dans lequel une autorisation doit être donnée pour pouvoir utiliser des créations artistiques

4. Il faut préserver les connaissances de base dans chaque domaine et ne pas s'en tenir qu'à l'IA

Pour chaque métier ou formation, les humains doivent garder une connaissance minimale qui permettrait de prendre le relais des systèmes utilisant l'IA en cas de panne, par exemple lors d'attaques informatiques, de pannes de courant, etc.



2.3. Système économique et relations de pouvoir: Une nouvelle approche ?

Notre constat

L'impact du développement rapide des systèmes d'IA et de leur utilisation est tellement puissant qu'il éprouvera **les systèmes et les équilibres actuels de notre société** et de notre monde.

L'AI va directement toucher les piliers de notre modèle économique: le travail, la fiscalité, les revenus et dépenses, les rémunérations et la régulation.

Dans une société où moins d'emplois seront effectués par des humains, les gouvernements doivent réfléchir aux sources alternatives de revenus, notamment pour continuer à financer la sécurité sociale (*voir également le message clé « le travail »*).

Cela pose un certain nombre de question: Comment assurer l'équilibre entre profit et bien commun ? Quelles ressources voulons-nous investir dans l'IA et où pouvons-nous générer les revenus nécessaires ? D'où viendront les revenus si l'UE est un contributeur net à l'IA? Notre modèle économique actuel peut-il subsister ou devons-nous rechercher des alternatives ?

Monopoles et pouvoir

Actuellement, ce sont des monopoles qui déterminent les rapports de pouvoir dans le développement de l'IA: au niveau économique, commercial et général. Nous sommes confrontés à des **monopoles et à des concentrations de pouvoir sur deux niveaux**:

- ♦ **Au niveau des entreprises:** La capacité de développer l'IA et de déterminer son orientation sont centralisés dans les mains de quelques entreprises. Elles facilitent le développement de l'IA car elles prennent des décisions rapidement et disposent de ressources

financières suffisantes pour la recherche. L'inconvénient est que le pouvoir et la connaissance sont centralisés au sein de ces entreprises, qui sont principalement non européennes, comme par exemple OpenAI.

Dans le cas d'entreprises ayant d'autres normes et valeurs que celles de l'Europe, ou d'entreprises utilisant leur pouvoir pour bloquer des services ou des utilisateurs, ou d'interdire la diffusion d'informations, ces monopoles présentent un danger pour la démocratie.

- ♦ **Au niveau géopolitique:** il existe des monopoles non européens qui constituent une menace pour le système économique et la position économique de l'UE. L'UE a un fort désavantage concurrentiel en matière d'IA. Aujourd'hui nous sommes fortement dépendants des autres continents pour utiliser l'IA. L'UE paie la facture trois fois: l'achat d'algorithmes produits à l'étranger, une perte de revenus pour les États membres puisque l'IA absorbe une partie des tâches faites par les travailleurs, et les profits générés par les entreprises d'IA hors UE ne reviennent pas à l'UE.

En même temps, l'UE doit également investir et générer du capital pour le développement et la commercialisation de l'IA européenne. Il faudra plusieurs centaines de milliards d'euros pour être 'au bon niveau'. D'où viendront ces milliards ? Et comment seront-ils dépensés de manière optimale ?

Ce sont deux défis extrêmement importants pour l'UE et ses États membres, qui demandent des choix stratégiques.

Notre message clé

- ♦ L'UE doit être prête à faire face à des changements économiques profonds et doit permettre **une nouvelle vision du système économique** dans tous ses aspects. Une fiscalité différente ? La compensation de la perte de revenus et/ou de rémunérations du travail ? La compensation de la perte d'emplois estimée -7% selon le FMI-, la création de nouveaux emplois ? Une autre forme de profit sur l'IA ?
- ♦ L'UE et ses États membres doivent réussir à **générer suffisamment de revenus à partir du développement** de l'IA afin de maintenir leur position économique et éviter que les bénéfices ne partent à l'étranger.
- ♦ Dans le développement de l'IA, les monopoles ne sont pas durables à long terme. Il y a trop de pouvoir concentré entre les mains de quelques entreprises et cela peut être dangereux pour la démocratie. Les décideurs doivent **être critiques à l'égard des relations de pouvoirs actuelles et futures créées par des monopoles**.

- ♦ Si l'UE et ses États membres investissent dans le développement et la commercialisation d'une IA européenne pour éliminer leur dépendance par rapport à d'autres continents, il est préférable de **promouvoir un modèle de concurrence saine**. Un modèle qui favorise le partage maximal des connaissances, évite des monopoles et peut activer le capital privé. La préférence de ce panel citoyen va vers le développement de plusieurs entreprises européennes.
- ♦ Nous proposons d'organiser un **nouveau panel citoyen sur ce thème**.

Certains de ces constats ont été discutés plus en détail dans la section « Position de l'Europe dans le monde » (la manière dont l'Europe peut améliorer son leadership) et dans la section « Recherche scientifique », concernant la nécessité de garder la connaissance en Europe.



Pistes à explorer

- ◆ Ne pas entraver la croissance des entreprises mais tout de même taxer les bénéfices générés par l'utilisation de l'IA (en pourcentage du gain obtenu par la prestation de services par exemple).
- ◆ Explorer le développement d'un revenu universel de base en vue d'un nouveau système économique dans lequel l'IA aura pris beaucoup de place.
- ◆ Offrir des incitants pour activer le capital privé (l'épargne des citoyens par exemple).
- ◆ Afin d'éliminer notre dépendance vis-à-vis des pays tiers, nous préférons favoriser la croissance de plusieurs entreprises européennes sur le marché de l'IA plutôt que de créer une seule entreprise européenne (ce qui entraînerait un nouveau monopole et risquerait de perdre toute la connaissance en cas d'acquisition). Mais de nombreuses questions subsistent: comment réussir à lancer plusieurs entreprises? Ne risquent-elles pas d'être rapidement rachetées et de se concurrencer également entre elles? Comment faire coopérer les entreprises européennes pour qu'elles soient plus fortes ensemble? Une forme juridique comme la coopérative est-elle une bonne option, ou simplement une utopie?
- ◆ L'UE peut également investir elle-même dans le développement de l'IA, par ses propres initiatives ou sous forme de participations dans les entreprises.

Avertissement

Le thème «système économique et relations de pouvoir» a été abordé tout au long de ce panel citoyen, comme l'un des domaines où l'impact rapide du développement de l'IA est important et significatif. Cependant, ce thème est tellement vaste et comporte de si nombreuses dimensions, que nous l'avons abordé seulement de manière superficielle à nos yeux. Nous n'avons pas pu élaborer une vision détaillée.

Néanmoins, nous avons décidé d'inclure nos premiers constats et nos idées dans ce rapport, principalement parce que nous prenons très au sérieux l'impact de l'IA sur le système économique et les relations de pouvoir et que nous voulons dès à présent transmettre quelques messages aux décideurs.



2.4. Recherche scientifique et innovation : Des opportunités inégalables

Notre constat

Nous sommes conscients que l'IA représente une opportunité exceptionnelle de développer des innovations qui ne pourraient pas voir le jour autrement. Développer l'IA pourrait permettre de dépasser les capacités de réflexion de l'humain.

La puissance de calcul énorme de l'IA assurera des résultats de recherche beaucoup plus rapides que maintenant. Cela pourrait permettre de vraies innovations et solutions, elle pourrait aider l'humain à dépasser des concepts abstraits pour les rendre testables et opérationnels.

Il y a une fuite de cerveaux aujourd'hui car les jeunes partent étudier et travailler à l'étranger, notamment aux Etats-Unis car il y a de meilleures conditions pour stimuler l'innovation : plus d'argent est investi, il y a plus d'ambition et de créativité. Ces pertes de talent ne profitent pas à l'UE sur le plan économique.

Notre message clé

Notre message clé porte sur deux aspects :

- ◆ L'utilisation des systèmes d'IA dans la recherche scientifique pour obtenir des résultats plus rapidement.
- ◆ Encourager la recherche dans le développement des systèmes d'IA (voir aussi "Position de l'Europe")

L'IA dans la recherche scientifique

Le fait que nous soyons en mesure, grâce à l'IA, de trouver des solutions beaucoup plus rapidement, d'innover, etc., nous inspire **confiance**. C'est ce que signifie vraiment "l'IA pour le bien commun", et c'est là que réside sa grande puissance. Il faut investir pleinement dans l'IA pour la recherche scientifique et l'innovation.

Recherche dans le développement des systèmes d'IA

- ◆ Dans le développement des systèmes d'IA, nous souhaitons principalement investir dans les domaines d'innovation sur lesquels nous sommes déjà à la pointe en UE . Nous avons des centres de recherches et des universités de haut niveau dans l'UE et il faut s'y appuyer.
- ◆ Il faut **donner plus de moyens aux universités** pour stimuler les chercheurs et leur donner envie de rester. Il faut également **encourager les entreprises, oser investir** et les soutenir pour qu'elles puissent se développer. L'un des moyens d'y parvenir est de fournir du matériel (par exemple : superordinateurs, centres de données...) et des ressources aux start-ups et aux PME engagées dans le développement de systèmes d'IA.
- ◆ Nous souhaitons que **la population soit mieux informée** sur ce qui existe en termes d'études, de recherche pour donner envie à des (jeunes) personnes de se lancer dans la recherche sur l'IA.

Notre vision

Tant dans la recherche de solutions aux problèmes mondiaux que dans les innovations sur l'efficacité énergétique ou les économies d'énergie, il existe d'innombrables exemples positifs d'utilisation de l'IA. Nous en avons développé certains dans notre panel, que vous retrouverez ci-dessous.

1. Environnement

Avec suffisamment de moyens l'IA pourrait nous aider à développer une innovation comme la fusion nucléaire, qui n'en est qu'au stade théorique actuellement. Cela serait révolutionnaire puisque cela nous donnerait accès à de l'énergie quasi illimitée, propre, sûre, à un coût abordable...

Par ailleurs, l'IA pour aider à accompagner les secteurs les plus polluants à réduire leur impact environnemental. Par exemple, en agriculture, une IA pourrait permettre de mieux rentabiliser les espaces disponibles, mieux calculer l'irrigation des plantes, le taux d'humidité... Dans le secteur de la construction (qui est un des secteurs émettant le plus de gaz à effet de serre), mais également dans d'autres secteurs, l'IA pourrait par exemple améliorer la circularité des matériaux (en recyclant, en réparant et en limitant les déchets) et nous permettre d'économiser de l'énergie.

2. Santé

L'IA peut être une aide dans certaines situations dans lesquelles l'humain a ses limites, du point de vue technique ou du bien-être (l'IA ne se fatigue pas et est moins faillible dans ses actions et ses gestes). Par exemple pour la gestion d'un nombre important de patients

pendant une période de crise, des opérations chirurgicales de pointe, le traitement de certains troubles mentaux ou psychiques.

L'IA pourrait rendre les traitements et accompagnements plus pertinents, plus précis et plus accessibles. Les maladies seront détectées plus rapidement, des solutions seront développées plus rapidement et c'est une valeur ajoutée énorme à nos yeux.

Par ailleurs, si toutes les données de santé mondiales (ou au moins européennes) étaient centralisées, les médecins pourraient être rapidement informés des réussites et opportunités de traitements pour les patients. Cela permettrait d'objectiver certains traitements ou certains diagnostics établis par des professionnels de santé. Mais attention, les données de santé étant des données sensibles, elles ne doivent être accessibles qu'aux professionnels de santé (et non aux entreprises ou aux personnes privées) et doivent être sécurisées (par exemple sur une plateforme spécifique).

3. Développer et maintenir la recherche dans l'Union européenne

Il est important de garder les jeunes talents dans l'Union européenne, en les stimulant, leur donnant des bourses et prix pour rester. Nous ne souhaitons pas enfermer les talents belges dans nos frontières mais promouvoir des échanges à l'échelle européenne. Nous avons intérêt économiquement à garder nos chercheurs et talents et cela nécessiterait d'y investir des moyens communs.

2.5. Environnement : Solutions et empreinte écologique

Notre constat

Nous constatons que la lutte contre le changement climatique occupe une place de plus en plus importante dans nos vies. Plusieurs formes de réglementation sont en cours d'élaboration et auront une incidence sur notre mode de vie, toutes visant à réduire notre impact sur l'environnement (emprunter plus souvent les transports publics, consommer local, être plus économe en énergie, etc.).

Toutefois, il apparaît que les impacts environnementaux des systèmes d'IA ont été complètement négligés dans les calculs des objectifs climatiques.

L'IA consomme une grande partie des ressources qui nous sont nécessaires pour vivre sur Terre (par exemple : l'énergie, les matériaux, l'eau, etc.) et plus l'utilisation de l'IA se développera, plus cette consommation augmentera.

Les infrastructures (centres de données) nécessaires durant la phase de développement des systèmes d'IA et à l'apprentissage des algorithmes, d'une part, et la production d'appareils et de matériel, d'autre part, consomment une quantité énorme de matières premières. Cela nous préoccupe beaucoup.

Notre message clé

- ◆ Il convient de tenir compte de l'empreinte écologique dans le cadre du développement des systèmes d'IA. Tel n'est pas suffisamment le cas aujourd'hui.
- ◆ Le débat public et l'agenda politique sur le développement des systèmes d'IA doivent intégrer conjointement les solutions potentielles que l'IA peut proposer face aux problèmes environnementaux et l'empreinte écologique des systèmes d'IA. Les unes sont indissociables des autres.

Notre vision

1. Principe du pollueur-payeur

Nous nous sommes penchés sur la question de savoir si le principe du pollueur-payeur peut être appliqué aux applications de l'IA.

Selon nous, la réponse est majoritairement « oui ». Mais ce questionnaire a mis en lumière un critère encore plus important à nos yeux : la valeur ajoutée pour la société d'un système d'IA.

Les coûts environnementaux pourraient être comparés aux avantages potentiels pour l'humanité. Par exemple, le développement de l'intelligence artificielle pour la santé est utile pour sauver des vies, il est donc acceptable qu'il ait un impact sur l'environnement.

Nous pouvons envisager différentes manières de récompenser des systèmes d'IA qui ont un impact positif sur la société ou de sanctionner ceux qui ont un impact négatif.

2. Sensibilisation

Par ailleurs, nous souhaiterions conscientiser les citoyens à l'impact environnemental de leurs utilisations de l'IA pour qu'ils adoptent des comportements plus sobres par exemple via un score écologique (comparable à un écolabel) sur les applications avant de les télécharger.

Si le message est constamment répété, il finira par s'ancrer dans la conscience de la population et dans la culture populaire.

À l'heure actuelle nous ne nous rendons pas toujours compte de la consommation de nos usages numériques.

Nous avons par exemple appris qu'une vidéo regardée sur internet 14 milliards de fois représente la consommation énergétique de tous les foyers de la ville de Gand pendant un an. Nous devons pouvoir faire nos choix en connaissance de cause.

Pistes à explorer

- ◆ Définir un règlement européen pour évaluer systématiquement l'empreinte environnementale de chaque utilisation de l'IA, en fonction de plusieurs critères :
 - Après évaluation, si l'empreinte est trop élevée, son fournisseur devrait être sanctionné financièrement. Cela dissuaderait son développement et son utilisation. Cela permettrait même de dissuader certains fournisseurs de lancer des applications inutiles car ils sauraient qu'ils seront sanctionnés par la suite. Cela ne freine pas l'innovation car elle reste privilégiée dans les domaines importants.
 - En miroir du principe de sanction, nous pourrions aussi récompenser les entreprises qui développent de l'IA avec une faible empreinte environnementale (par exemple en leur donnant des labels, des subsides, en facilitant des partenariats...).
- ◆ Explorer le développement d'un écolabel européen pour les systèmes d'IA.



2.6. Deepfake et informations non fiables : Des risques élevés pour l’humain et la démocratie

Constats

Le caractère disruptif des deepfakes et des informations non fiables générées par l'IA touche l'humain, la société et l'opinion publique en plein cœur.

L'impact des « deepfakes » conjugués aux algorithmes est très élevé, ceux-ci encouragent la polarisation et les clivages au sein de la société.

Quel est l'impact sur l'humain - qui par nature veut pouvoir faire confiance aux autres - si désormais nous devons nous méfier de toutes les images ou messages ? Il devient de plus en plus difficile, voire impossible, de distinguer les images ou les messages réels des images « deepfakes » ou des « fake news ».



Les conséquences de celles-ci sur la démocratie ne doivent pas être sous-estimées.

Nous sommes conscients de l'ampleur et de l'impact du problème mais aucune solution ne semble avoir été trouvée à ce jour. À notre grande surprise, nous avons appris que les « deepfakes » sont considérés comme présentant un risque faible dans l'AI Act, qui est la plus récente réglementation européenne sur l'IA.

Message clé

- ◆ Nous estimons que les « deepfakes » et les « fake news », générés par des systèmes d'intelligence artificielle sont des sources d'informations non fiables et ont un impact important sur notre société : ils peuvent influencer des citoyens, menacer la vie privée des personnes (par exemple diffusion d'images de nudité), créer des fausses réputations ou au contraire les détruire, répandre facilement des fausses informations qui mènent au harcèlement.
- ◆ Nous pensons que les « deepfakes » et les « fake news » devraient être considérés comme présentant un risque élevé par les autorités en non pas comme risque faible comme c'est stipulé aujourd'hui dans l'IA Act. Le fait qu'il existe une législation sur les deepfakes illégaux ne résout pas du tout le problème pour l'humain et la démocratie. Il s'agit d'une question urgente et importante, qui devrait figurer en tête de l'agenda politique et juridique (national et européen).
- ◆ Nous voulons qu'un cadre réglementaire soit mis en place uniquement par les institutions européennes afin de ne pas fragmenter les responsabilités entre une multitude d'acteurs.

Vision

1. Sensibiliser et sanctionner

La population devrait être informée et sensibilisée sur les « deepfakes » : savoir ce que c'est, être capable de les reconnaître, d'évaluer leur impact.

Le secteur de l'éducation, les autorités locales, les médias, les utilisateurs et les producteurs de programmes de « deepfakes », les fournisseurs de médias sociaux devraient être responsables de cette sensibilisation.

Nous souhaitons également que la réalisation et la diffusion de « deepfakes » illégaux soit **sanctionnée**. En l'absence de sanctions dissuasives et rapides et d'une procédure accessible au citoyen, les « deepfakes » illégaux continueront d'exister. Nous interpellons donc la justice et la police pour prendre en main ce problème, également au niveau de l'UE. Nous sommes conscients que pour cela, il faudrait renforcer la police et la cyber sécurité qui sont confrontées aujourd'hui à un manque de budget et d'effectif.

2. Impact sur l'humain

Une grande responsabilité incombe à l'humain lui-même, qui doit nécessairement se méfier des images et des messages sur tous les supports et faire preuve d'un esprit critique permanent. Mais ceci ne peut être fait sans aide.

Pour avoir confiance dans les médias, il est essentiel de savoir quand un système d'IA a été utilisé ou non.

Il est difficile d'évaluer les dommages sociétaux et individuels causés par l'utilisation abusive des systèmes d'IA. Toutefois, il est clair qu'ils peuvent avoir des conséquences très importantes dans ces deux domaines. En outre, l'utilisation d'un système d'IA à mauvais escient peut procurer des avantages non-mérités (pouvoir, argent,...) à certains acteurs. Ce ne sont pas les systèmes d'IA eux-mêmes qui sont responsables de leur utilisation à mauvais escient mais les personnes qui les utilisent abusivement.

3. Impact sur la démocratie

L'utilisation de fausses images menace la société et la démocratie parce que la population ne sait plus quand faire confiance aux sources d'informations qui les guident dans leurs choix. Les « deepfakes » ont créé un déficit de confiance tant pour les informations fiables que non fiables. Cela menace la démocratie.

Certains régimes non démocratiques utilisent l'intelligence artificielle et les « deepfakes » pour manipuler les populations, y compris dans d'autres pays.

Les « deepfakes » et les « fake news » influencent les élections dans le monde entier. À cet égard, les médias jouent un rôle majeur et se doivent de contrôler l'objectivité et la qualité de leurs informations.

Nous jugeons primordial de mettre plus de moyens pour réussir à détecter plus rapidement les « deepfakes » lancés par des pays étrangers pour menacer nos démocraties et nos droits fondamentaux.

Compte tenu de l'ampleur et de la gravité de l'impact sur les personnes et la démocratie, un appel à l'urgence (call of urgency) est nécessaire pour traiter et gérer les risques d'abus de l'IA. Les gouvernements (nationaux et européens) ont un rôle majeur à jouer à cet égard.

Pistes à explorer

- ◆ Accélérer la mise en place d'un label informatif (européen ou mondial) aux images générées par l'IA.
- ◆ Obliger les utilisateurs de systèmes d'IA, médias et partis politiques à être transparents sur leur utilisation et les sanctionner s'ils ne le font pas.
- ◆ Explorer l'idée d'un fond de vérification des données, financé par les entreprises avec le gouvernement comme contrôleur.
- ◆ Créer un document pour L'UE et les Etats membres dans lequel le créateur d'une « deep-fake » demande explicitement l'autorisation à la personne représentée d'utiliser ses ressources ou son image.
- ◆ Prévoir des moyens supplémentaires pour des campagnes d'information et de sensibilisation sur les enjeux et conséquences des « deep-fakes » sur la société. Intégrer les technologies permettant d'empêcher l'utilisation d'images personnelles (plug ins, algorithmes) aux sites officiels et plate-formes (browser) et promouvoir leur utilisation auprès de tous les utilisateurs.



2.7. Position de l'Union européenne dans le monde: Montrer l'ambition d'investir, de protéger et de promouvoir les valeurs européennes

Notre constat

Le développement rapide de l'IA (systèmes, logiciels, etc), qui est actuellement porté principalement par des entreprises non-européennes, doit faire réfléchir l'Union européenne à sa position stratégique dans le monde.

L'Europe a initié une réglementation avec l'AI Act, mais ce qu'il en adviendra n'est pas encore clair. Il n'est également pas clair pour nous ce dans quoi l'Europe veut et peut investir pour renforcer et/ou construire sa position stratégique et concurrentielle. **L'Union européenne risque de ne pas être suffisamment attractive** pour des investisseurs. La fuite des cerveaux européens dans le domaine de l'IA est également une réalité.

L'UE cultive ses valeurs et ses normes, mais ne sont-elles pas menacées par le développement de l'IA en dehors de ses frontières? En étant dépendant de systèmes d'IA développés hors de l'Union européenne, nous risquons de perdre le contrôle et le suivi de ceux-ci. A terme, nous aurons donc moins de possibilités de choisir les produits (sûrs) qui répondent à nos valeurs.

Le fait que les modèles d'IA soient principalement développés en dehors de l'UE a pour conséquence que les algorithmes sont entraînés sur base de données non-européennes. Il y a donc un risque qu'ils soient entraînés sur la base de valeurs et de normes non-européennes (par exemple en ce qui concerne la confidentialité, la transparence...), malgré le fait qu'ils soient utilisés dans l'UE.

Le fait que l'IA soit facilement utilisable augmente le **risque d'abus par des pays** non alliés et nécessite une protection. Nous sommes inquiets au sujet de la protection et de la gestion de nos données, dont une grande

partie est actuellement stockée à l'étranger. Nous savons que ceci est encadré par le RGPD mais la menace des cyberattaques avec l'aide de l'IA est réelle.

Notre message clé

L'Union européenne doit se faire sa place et renforcer sa position dans le monde. Cela doit passer par :

- ◆ **Oser investir dans le développement de l'IA** à partir des forces de l'Union européenne et ses acteurs clés. Nous encourageons les États membres, mais aussi les fonds privés, à consacrer plus de budget au développement de l'IA. Les fonds investis actuellement ne sont pas suffisants si nous voulons être précurseurs dans ce domaine.
- ◆ Éviter la concurrence entre les **Etats membres**.
- ◆ Être plus ambitieux et mettre en avant les valeurs et normes européennes, qui sont les points forts de l'UE.
- ◆ **Prendre des décisions plus rapidement** (concernant les réglementations, les choix politiques, etc.) **pour suivre le rythme du développement de l'IA**, car aujourd'hui, la structure de l'Union européenne, la multiplicité de niveaux de pouvoirs et d'institutions freine la rapidité de la prise de décision. Par contre, collaborer avec des experts pourrait accélérer le processus de prise de décision.

- ◆ **Peser sur le plan de la défense et de la sécurité européenne, préserver son autonomie**, pour se protéger contre les menaces et les cyberattaques menées avec l'IA,
- ◆ **Faire de l'IA une priorité des institutions européennes. Être fier de ses forces et mieux communiquer sur celles-ci.** Il s'agit de plus communiquer envers les citoyens et les jeunes générations pour stimuler des vocations et pousser les jeunes vers des formations en lien avec l'IA. Nous avons des richesses, des projets innovants que personne ne connaît.

Notre vision

1. Développer l'ambition européenne et se donner le courage d'investir

Nous souhaitons que le développement de l'IA en Europe soit davantage encouragé pour concurrencer les autres grandes puissances. Garantir une répartition égale au niveau mondial du développement du matériel (ordinateurs, puces) pour l'IA. Il faut aussi bien protéger nos connaissances et nous devons encourager la fabrication de produits en Europe avec des composants européens.

L'Europe doit **investir dans ses atouts** et être ambitieuse en saisissant les opportunités, en y croyant et en investissant dedans. L'UE doit surtout investir dans les connaissances existantes et pouvoir faire en sorte de garder nos connaissances sur notre territoire. Nous pouvons continuer à croître dans ce sens, en partant des **secteurs prometteurs** (voir aussi "Recherche scientifique et innovation").

Nous pourrions accélérer la **valorisation d'innovation** si nous coopérons entre le secteur privé, le secteur public et le secteur académique.

Pour garder les **talents européens de l'IA** en Europe: il faut donner envie aux acteurs de rester en Europe.

Pour être plus fort ensemble, il faudra **se soutenir mutuellement**. Par exemple, les **acteurs clés** de l'IA de la recherche et du secteur privé (Imec, ASML...) sont des **atouts** à valoriser, donc ils devraient être considérés comme européens (pas nationaux). Les États membres devraient éviter d'entrer en compétition entre eux en termes de régulation ou de fiscalité.

Une communication plus forte avec le grand public sur l'IA en Europe peut soutenir tout cela.

2. Être plus ambitieux en défendant les valeurs et les normes européennes

En Europe, nos valeurs sont basées sur l'humain, la démocratie, le bien-être, le confort, la participation, l'inclusion et c'est là-dessus que s'est construite la réglementation européenne. Nous mettons en avant les valeurs sociales et humaines et c'est une bonne chose pour nous.

L'Europe doit être fière et prendre des initiatives, défendre sa position sur la scène internationale. Il ne faut pas se contenter de suivre les autres: il faut essayer de faire mieux pour avoir une place à la table des négociations. Le pouvoir sans normes et valeurs ne vaut pas grand-chose.

Évoquer la ligne rouge concernant nos valeurs (vie privée, transparence ...), est nécessaire pour préserver notre individualité et notre ADN. Cela peut être régulé par un cadre légal strict pour que les acteurs hors Union européenne respectent nos valeurs et nos normes en entrant sur le marché européen ou lorsqu'ils entraînent leurs algorithmes.

Nous sommes toutefois conscients qu'il reste un paradoxe entre ce que nous voulons et ce que nous pouvons obtenir. Les consommateurs choisiront souvent les produits moins chers, même s'ils ne correspondent pas à nos valeurs. Certains d'entre nous se demandaient si nos valeurs et nos normes n'étaient pas déjà en train de changer? Ne deviennent-elles pas plus américaines ou plus asiatiques?

3. Prendre des décisions plus rapidement (concernant les réglementations, les choix politiques, etc.) car l'IA se développe très vite

Les autorités doivent disposer d'**une expertise sur l'IA équivalente à celle de l'industrie pour les conseiller**. Ceci est nécessaire pour être capable de prendre des décisions judicieuses et rapides et de bien comprendre les choses (par exemple pour la rédaction, approbation, application d'une législation sur l'IA ou sur des choix d'investissement).

Il est important que ces experts soient consultatifs, neutres, indépendants, annoncés publiquement et qu'ils ne prennent pas eux-mêmes les décisions. Les élus doivent rester les décideurs et faire preuve de transparence sur ce qu'ils ont fait des conseils reçus. Attention à ce que la collaboration entre experts et élus ne freine pas la prise de décisions: nous ne voulons pas de longs processus (de commissions d'experts, ...) qui patinent. Il faut collaborer d'une manière « agile ».

4. Protéger nos données et renforcer la cyber défense européenne

Les États membres doivent unir leurs forces pour protéger leurs citoyens des cyberattaques menées avec l'IA, au sein de la cyberdéfense européenne. Ils doivent mettre en place des systèmes de protection des infrastructures critiques, pour protéger les données qui s'y trouvent. Le but n'est toutefois pas de fermer l'UE sous un dôme sécuritaire (en fermant l'accès à certains sites, comme en Chine par exemple). L'équilibre entre la liberté, chère à nos pays européens, et le renforcement de la sécurité doit être au cœur du développement de la cyberdéfense européenne.

Pistes à explorer

- ◆ **Garantir une harmonisation fiscale entre les différents États Membres** pour ne pas créer de concurrence entre eux et pour devenir plus attractif aux investisseurs.
- ◆ **Modifier la loi sur les marchés publics** pour l'achat des produits ou service IA, afin de permettre uniquement aux entreprises européennes d'être éligibles.
- ◆ **Les bases de données** utilisées pour **entraîner** les modèles d'IA doivent être accessibles et **contrôlables** par l'Union européenne.
- ◆ L'Union européenne doit pouvoir **faire sortir du marché européen** les entreprises qui ne respectent pas les règles européennes ou **en cas d'abus** de leur technologie
- ◆ **Pour assurer la coordination avec les experts, créer des binômes privé-publics** serait une solution intéressante. De même qu'il existe des doubles fonctions de 'managers' et 'technical managers' dans le secteur privé, il faudrait que les élus puissent travailler avec les experts en duo. Le risque d'une influence plus grande de la part des lobbyistes peut être atténué par une transparence maximale.
- ◆ **Créer un moteur de recherche et un réseau social européen qui respectent les règles européennes en matière de protection des données**, pour éviter que nos données ne partent pas en Chine ou aux États-Unis comme c'est le cas actuellement. Cela protégerait nos données contre les fuites et l'utilisation de ces données, par exemple pour des deep fakes illégales.
- ◆ **Mettre en place des campagnes d'information pour accroître la visibilité des technologies et de la connaissance autour de l'IA** dont nous disposons en Union européenne
- ◆ **Créer un groupe de travail permanent au niveau européen** (à l'image de la COP sur le Climat) pour suivre la mise en place de l'IA Act et informer les citoyens à ce propos régulièrement.



2.8. Accords mondiaux : L'Union européenne doit prendre l'initiative

Notre constat

Le développement de l'IA représente d'énormes défis pour le monde entier. **Des accords existent** déjà au niveau international **concernant d'autres domaines ayant un fort impact** sur tous les pays du monde (par exemple sur les armes nucléaires, sur le climat, sur les mines anti personnelles,...).

Concernant l'IA, des accords sont conclus sur différents continents, mais jusqu'à présent, **aucun accord mondial n'a été établi**. Nous jugeons que l'AI Act est déjà un bon début au sein de l'Union européenne.

Aujourd'hui, si nous réglementons uniquement au sein de l'Union européenne, cela n'empêchera pas les autres puissances de développer l'intelligence artificielle d'une manière qui va à l'encontre de nos valeurs. C'est pour cette raison que nous souhaitons aboutir à des accords internationaux.

Notre messages clés

- ◆ Nous pensons qu'il est **prioritaire de conclure des accords mondiaux** sur le développement et l'application de l'IA, dans l'intérêt de l'humain et de la démocratie. L'Union européenne doit être à l'initiative de ces accords, en partant de son cadre de valeurs et de normes, et en respectant les autres cultures.
- ◆ L'Union européenne et ses États membres doivent **donner l'exemple** et être ambitieux pour avoir autant que possible d'influencer au niveau moral et éthique et pour convaincre d'autres pays de notre cadre et de nos priorités.

- ◆ Des réflexions internationales sont déjà en cours au sein des Nations Unies, du conseil de l'Union européenne, de l'OCDE, du G7 (via le partenariat mondial pour l'IA) et nous souhaitons que l'UE plaide pour que cela se **traduise par des accords mondiaux** et que ce soit au **sommet de l'agenda politique mondial**.
- ◆ C'est bien qu'il y ait déjà des réflexions et partenariats au niveau international, mais l'Europe devrait être plus active pour que **la recherche d'accords** soit prioritaire dans **l'agenda politique mondial**.

Notre vision

1. L'évolution de l'IA est très rapide, et il est nécessaire d'avoir des accords mondiaux pour le bien-être de l'humanité

Quelqu'un doit prendre l'initiative dans ce domaine, et l'Union européenne est la mieux placée pour le faire. Nous avons le bien-être de tous à l'esprit et nous voulons donc marquer notre empreinte.

Nous voyons **3 domaines prioritaires** pour des accords :

- ◆ L'éthique : l'utilisation non nocive de l'IA, contrôler les flux d'informations, établir des règles de base par exemple pour l'utilisation de l'IA dans des conflits armés...
- ◆ L'impact climatique de l'IA.
- ◆ La justice sociale : l'intention de « ne laisser personne de côté » dans cette transition. Les principes de « *leave no-one behind* » (traduction : ne laisser personne derrière) et « *Every human-in-the-loop* » (traduction : chaque humain dans la boucle) devraient en être les principes directeurs.

Les accords mondiaux doivent **inclure des objectifs à court et long terme**, qui soient sérieusement construits, et évalués par des instances neutres et scientifiques.

Si nous nous lançons dans la course mondiale de l'IA, nous risquons de ne pas pouvoir la gagner. Mais avec des accords internationaux, nous pouvons faire valoir nos choix et nos valeurs éthiques, ainsi que les priorités que nous avons définies avec l'UE.

L'Union européenne doit rester un leader économique et tirer avantage de sa puissance.

2. Équilibre entre promouvoir les valeurs européennes et garder une vitesse de développement de l'IA en Union européenne

Nous sommes cependant conscients qu'il y a aussi un risque que les accords mondiaux, un cadre trop restrictif et les nécessaires contrôles freinent le développement de l'IA au sein de l'Union européenne et donneraient l'avantage aux autres grandes puissances. Il faut donc préserver l'équilibre entre promouvoir les valeurs européennes dans le monde, et garder une vitesse de développement en Union européenne.

Pistes à explorer

- ◆ L'Europe ne doit pas attendre pour prendre des initiatives ambitieuses. Il existe **des exemples où certains pays concluent volontairement un accord auquel d'autres pays désireux de le faire peuvent adhérer ultérieurement** (par exemple sur les mines anti-personnelles). De cette manière, nous verrons des premières avancées plutôt que d'attendre que tout le monde soit embarqué.

2.9. « Human in the loop » et le contact humain : Deux fondements pour le développement futur de l'IA.

Notre constat

L'IA a déjà et va avoir de plus en plus d'impact sur de nombreux aspects de nos vies et notamment sur des domaines qui nous touchent directement : notre santé, notre situation financière, la vie et la mort dans un contexte de guerre, etc. La question de la confiance et de la transparence est ici cruciale.

Bien qu'il existe déjà une réglementation concernant le « human in the loop » et la transparence dans l'AI Act ou dans le droit humanitaire international, il y a encore beaucoup d'inquiétudes parmi nous. Ceci témoigne d'un besoin fondamental : chaque personne a besoin de contact humain et nous avons peur que celui-ci disparaisse.

Cela est d'autant plus important pour les publics moins à l'aise ou sans accès aux outils qui mobilisent de l'IA, afin qu'ils ne soient pas exclus de la société par manque d'accès.

Notre vision

L'IA va être de plus en plus utilisée dans de nombreux secteurs pour des questions d'efficacité et de prise de décisions (par exemple dans le secteur bancaire ou des assurances...).

Nous n'avons pas été en mesure d'aborder tous les secteurs en détail, mais nous souhaitons mettre l'accent sur deux d'entre eux, à savoir la médecine et la défense.

Notre message clé

- ◆ L'IA doit être utilisée pour aider l'humain sans le remplacer
- ◆ Il est essentiel que l'humain soit impliqué tout au long du processus de décision impliquant une IA, et pas seulement pour valider en dernière instance. Il doit pouvoir expliquer ou réviser une décision prise par l'IA, surtout lorsque l'IA est utilisée sans qu'on ait pu donner son consentement ou dans des situations où le risque est élevé, par exemple lors d'un diagnostic médical ou l'octroi d'un crédit bancaire.
- ◆ La transparence et la confiance sont importantes et vont de pair : lorsqu'on peut comprendre comment et pourquoi une décision a été prise, il est plus facile d'accepter le résultat.

1. « Human-in-the-loop » dans le domaine de la santé

L'utilisation de l'IA dans la santé ne sera possible que si les professionnels de santé sont impliqués tout au long du suivi du patient, et que les responsabilités soient claires, notamment en termes de prises de décision. Nous avons eu beaucoup de débats sur ce sujet :

D'une part, la santé est un enjeu trop important que pour être laissé uniquement à des robots/IA et une relation de confiance doit se tisser entre les patients et les professionnels de santé. L'IA peut être utilisée à titre informatif mais non prescriptif ou décisionnel. Si le médecin se base uniquement sur le verdict de l'IA et non sur ce qu'il constate lui-même, il peut manquer quelque chose dans l'analyse d'une maladie. C'est certainement le cas des médecins traitants qui suivent leurs patients depuis longtemps et connaissent l'histoire, le contexte et l'évolution de leur patient.



D'autre part, si l'humain doit rester au cœur de la pratique de la médecine, un certain nombre d'entre nous pense que l'IA peut aider à objectiver et éviter les erreurs humaines ou la subjectivité des médecins, comme par exemple les médecins généralistes qui ne sont pas des spécialistes ou les médecins qui ne travaillent qu'avec certaines sociétés pharmaceutiques.

Pour avoir confiance dans l'IA en médecine, le principe du « human-in-the-loop » est aussi crucial que **la garantie du contact avec les professionnels de santé et le temps que les professionnels de santé consacrent** au contact avec les patients.

L'humain comme l'IA peut se tromper mais il est préférable que ce soit l'humain qui prenne la décision finale, afin qu'il puisse être tenu pour responsable. Cela nécessite que les professionnels de santé restent bien formés et compétents.

2. « Human-in-the-loop » dans le domaine de la défense

La responsabilité humaine finale doit subsister dans les situations de guerre et de crise. Même si ce sont les machines qui opèrent sur le terrain, un humain doit porter la responsabilité de leurs actes et d'éventuelles erreurs.

Nous pouvons accepter l'idée d'une décision de la machine, avec toutefois alors une intervention de l'humain au stade de l'intention donnée et du contrôle des données que la machine utilise pour prendre sa décision. En effet, l'homme comme la machine peuvent commettre des erreurs de jugement.

En défense, l'accompagnement de l'IA serait souhaitable dans plusieurs cas : les calculs performants d'une IA pourraient permettre de viser et toucher des cibles plus précises, évitant ainsi les dommages collatéraux. Les systèmes IA, sont rationnels et insensibles aux émotions et pourraient, à l'inverse de l'homme dans certains cas, opter pour la solution de ne pas entrer en conflit si celle-ci s'avérait plus rentable.



3.

EXPLICATIONS & MÉTHODOLOGIE

Les chapitres suivants concernent non plus le contenu fourni par les citoyens mais bien le processus du panel citoyen. Ils ont été rédigés par l'équipe d'organisation et donnent plus de détails sur l'organisation et la méthodologie utilisée dans ce panel.

3.1. Phases du processus

2024, dans le cadre de la présidence belge

1. Composition du panel

- ♦ **9 janvier** : Envoi des invitations et inscriptions
 - 16.200 lettres d'invitation dans toute la Belgique
 - 1.170 réponses positives
- ♦ **29 janvier** : Tirage au sort de 60 citoyens
 - Selon les critères de sélection qui garantissent un échantillon varié, le plus représentatif possible de la population belge
- ♦ **12 et 13 février** : Sessions d'informations online avec les 60 participants du panel citoyen

2. Délibérations

- ♦ **24-25 février** : Premier weekend de délibération du panel citoyen
 - Découverte du thème : démonstrations de 15 applications actuelles d'IA
 - Identification des risques, opportunités et enjeux
- ♦ **23-24 mars** : Deuxième weekend de délibération du panel citoyen
 - Discussion sur les impacts futurs et actuels de l'IA sur la société
 - Identification du rôle des acteurs clés dans le développement de l'IA
- ♦ **20-21 avril** : Troisième weekend de délibération du panel citoyen
 - Délibérations et finalisation des messages citoyens
 - Adoption de l'avis citoyens

3. Réponses de la Belgique et de l'UE

- ♦ **25 mai** : Cérémonie de remise des résultats
 - Retours du gouvernement fédéral belge, des institutions européennes, du secteur privé et de la société civile

3.2. Composition du panel de citoyens : recrutement & tirage au sort

Ce panel de citoyens se veut être le reflet le plus fidèle possible de la population belge, ce qui justifie que les participants aient été recrutés par tirage au sort. L'objectif du tirage au sort est d'impliquer activement toutes les couches et tous les segments de la population dans le panel de citoyens.

La décision a été prise d'envoyer une invitation personnelle par la poste afin de recruter les citoyens tirés au sort. Nous pouvions ainsi atteindre tous les citoyens, y compris ceux qui ne sont pas en ligne. La société MAS research a procédé au tirage au sort et à la stratification. *Infobel*, un acteur international dans le domaine de la collecte de données, a fourni la base de données, dans laquelle 60 citoyens ont été tirés au sort. La base de données a été élaborée à partir de diverses sources, telles que, par exemple, les données statistiques de *stabel*. Au total, la base de données contient les adresses de trois millions de résidents belges. Seize mille deux cents adresses ont été sélectionnées au hasard dans cette liste de trois millions de résidents belges. Une invitation personnelle et nominative a été envoyée à ces adresses et informait les destinataires qu'ils avaient été tirés au sort pour participer au panel de citoyens. Il a été tenu compte des critères suivants lors de la sélection aléatoire :

Lieu/province

Les adresses ont été réparties proportionnellement à la population des différentes provinces. La Région de Bruxelles-Capitale (RBC) a ainsi été considérée comme une entité distincte, une « onzième » province, afin de garantir une représentation néerlandophone de la RBC au sein du panel de citoyens.

Étant donné que deux citoyens de la communauté germanophone étaient également souhaités dans

les critères, 200 invitations en langue allemande ont été envoyées à des destinataires de la communauté germanophone.

Sexe

Le critère insiste en l'occurrence sur une représentation égale des hommes et des femmes. Autrement dit, 50 % d'hommes et 50 % de femmes ont été sélectionnés. Les données utilisées ne permettaient pas d'obtenir d'autres informations sur le genre.

Langue

Afin de maximiser l'intégration de la diversité linguistique en Belgique dans notre panel de citoyens, des lettres ont été envoyées, dans les différentes parties du pays, dans les langues administratives de cette partie du pays. Par exemple, les citoyens possédant une adresse en Flandre ont reçu une version en néerlandais, les citoyens possédant leur adresse en Wallonie ont reçu une version en français, les habitants de la communauté germanophone ont reçu une lettre en allemand et les citoyens tirés au sort et résidant dans la RBC ont reçu une lettre rédigée en néerlandais et en français.

La répartition était la suivante :
NL : 9.500 + FR : 5.250 + NL+FR : 2.000 + FR + AL : 250

Âge

L'âge a été divisé en trois catégories : 16-34, 35-64 et 65+. Pour ce panel de citoyens, une sursélection a été réalisée dans la catégorie des 16-25 ans, car ils pourront voter pour la première fois aux élections européennes et il est important d'inclure leurs voix dans le débat. De plus, les jeunes de 0 à 25 ans représentent également

28 % de la société, les jeunes de moins de 16 ans sont de facto exclus de la participation au système politique, il est donc également important de « surreprésenter » la voix des jeunes dans ce panel. Dans l'ensemble, un participant sur trois devait être âgé de 16 à 25 ans.

Caractéristiques socio-économiques

Certains choix ont été faits lors du tirage au sort afin de garantir une diversité maximale au sein du panel. En effet, la motivation à participer aux panels de citoyens est beaucoup plus faible dans les groupes présentant des caractéristiques socio-économiques moins favorables que dans les autres groupes socio-économiques. Il a donc été décidé de surreprésenter le groupe présentant des caractéristiques socio-économiques moins favorables dans l'échantillon (50 %). Cela génère la répartition suivante dans l'échantillon :

- ◆ Situation socio-économique supérieure à la moyenne 25 %
- ◆ Situation socio-économique moyenne 25 %
- ◆ Situation socio-économique moins favorable 50 %

Outre d'autres critères de sélection, certains motifs d'exclusion ont également été utilisés :

- ◆ Ne pas exercer de fonction politique à quelque niveau que ce soit
- ◆ Ne pas être employé par un parti politique
- ◆ Ne pas être un diplomate en fonction
- ◆ Ne pas être membre du comité de surveillance, du groupe de pilotage ou de l'une des sociétés organisatrices de cette initiative.

Cela a généré la répartition suivante :

		16-24						25-64						65+					
		Homme			Femme			Homme			Femme			Homme			Femme		
		16,67 %			16,67 %			24,07 %			24,07 %			9,27 %			9,27 %		
		Low	Med	High	Low	Med	High	Low	Med	High	Low	Med	High	Low	Med	High	Low	Med	High
Region	#	50%	25%	25%	50%	25%	25%	50%	25%	25%	50%	25%	25%	50%	25%	25%	50%	25%	25%
Flandre	9252	771	386	386	771	386	386	1113	557	557	1113	557	557	429	214	214	429	214	214
Bruxelles	1689	141	70	70	141	70	70	203	102	102	203	102	102	78	39	39	78	39	39
Wallonie	5059	422	211	211	422	211	211	609	304	304	609	304	304	234	117	117	234	117	117

Afin d'être certain d'inclure les deux citoyens demandés de la Communauté germanophone, 200 invitations supplémentaires ont été envoyées aux communes de la Communauté germanophone : Amel, Büllingen, Burg-Reuland, Bütgenbach, Eupen, La Calamine, Lontzen, Raeren, Saint-Vith.

Participation par critère

Dans un souci d'inclusion maximale, les 16 200 citoyens tirés au sort pouvaient s'inscrire de différentes manières : via une adresse web, par courriel, par téléphone et par lettre. Un centre d'appel a également été utilisé pendant la période d'inscription afin de répondre aux questions. Le taux de réponse au tirage au sort était plus élevé que prévu : sur 16 200 invitations, nous avons reçu 1170 candidatures, soit un taux de réponse de 7,22 %.

Une stratification a été réalisée sur la base des 1170 réponses. Cette stratification a tenu compte des critères suivants : la langue, la région, l'âge, le sexe, la situation socio-économique, l'origine et le droit de vote aux élections européennes en Belgique. La stratification a permis la sélection finale des 60 citoyens, avec la répartition suivante :

Composantes	Pourcentage recherché pour le panel	Pourcentage de panel atteint	Pourcentage du panel en valeur absolue
Région			
Flandre	57 %	60 %	36
Wallonie	32 %	33 %	20
Bruxelles	11 %	7 %	4
Genre			
Homme	49 %	47 %	28
Femme	50 %	52 %	31
Non-Binaire	1 %	1 %	1
Langue			
Néerlandais	60 %	58 %	35
Français	40 %	32 %	25
Âge			
16-24	34 %	38 %	23
25-64	48 %	41 %	25
65+	19 %	20 %	12
Niveau d'éducation			
Aucun diplôme	2 %	0 %	0
Enseignement primaire	5 %	3 %	2
Secondaire inférieur	15 %	13 %	8
Secondaire supérieur	31 %	32 %	19
Supérieur non universitaire	22 %	32 %	19
Universitaire	19 %	15 %	9
Autre	5 %	5 %	3

Mesures d'inclusion pour les citoyens

Faire partie d'un panel de citoyens demande un certain effort de la part des citoyens. Les mesures suivantes ont été prises afin d'éliminer le plus grand nombre possible d'obstacles :

- ◆ Chaque participant a perçu une indemnité de 320 euros (cette indemnité a été payée au terme de la participation à l'ensemble du panel de citoyens).
- ◆ Un déjeuner, des boissons et des en-cas gratuits ont été offerts pendant le panel de citoyens.
- ◆ Il a été activement tenu compte des préférences alimentaires des participants (végétarien, végétalien, halal...).
- ◆ Pour les parents d'enfants de moins de 12 ans, des services professionnels de garde d'enfants ont été proposés.
- ◆ Les éventuelles personnes dépendantes et les citoyens qui le souhaitaient étaient autorisés à se faire accompagner. Cet accompagnateur a également pu profiter de la restauration proposée, mais n'a pas participé au panel de citoyens.
- ◆ Les participants mineurs ont été autorisés à se faire accompagner d'un parent ou d'un tuteur.
- ◆ Les participants résidant à plus de 100 km de Bruxelles ont bénéficié chaque week-end d'une nuitée à l'hôtel et d'un dîner avec accompagnement.

- ◆ Première rencontre personnelle : l'équipe organisatrice a informé par téléphone chaque citoyen tiré au sort.
- ◆ Quatre sessions d'information en ligne ont été organisées dans deux langues préalablement au panel de citoyens.
- ◆ Une cellule d'écoute était disponible avant et pendant toute la durée du panel de citoyens. Les citoyens pouvaient s'y adresser à tout moment pour poser des questions par téléphone, par courriel ou par Whatsapp.
- ◆ Tous les animateurs étaient rompus au travail avec un public très diversifié et ont accordé une attention particulière au bien-être des citoyens, pendant les sessions et les pauses.
- ◆ Chaque citoyen a pu s'exprimer dans sa propre langue tout au long du processus.
- ◆ Une salle de repos a été mise à la disposition des citoyens qui ressentaient le besoin de s'isoler quelque peu.

Ces nombreux efforts destinés à accompagner au mieux les citoyens se sont traduits par une participation de la totalité des 60 citoyens au début du panel de citoyens. Seuls trois citoyens ont abandonné en cours de route.



3.3. Questions centrales de ce panel citoyen

L'objectif de ce panel citoyen était de chercher ensemble des réponses à un certain nombre de questions sur l'intelligence artificielle:

- ◆ **Quel est le point de vue du panel de citoyens sur l'évolution et le développement de l'intelligence artificielle au sein de l'Union Européenne ?**
- ◆ **Quels sont les risques et les opportunités associés à ces technologies dans notre société ?**
- ◆ **Sur quoi les acteurs européens (politiques et privés) doivent-ils se concentrer dans les cinq prochaines années pour relever les défis d'aujourd'hui et de demain ?**

Nos partis pris méthodologiques

L'IA est un thème qui est devenu central dans nos vies, dans la société mais aussi en Europe et dans le monde. Il est en fait devenu impossible aujourd'hui de pas parler d'AI, et de ne pas aborder les questions éthiques, sociales, stratégiques qui y sont liées: la question de l'indépendance technologique de l'UE, de l'inclusion numérique, de la désinformation, de ce que cela signifie pour l'humain,...

Organiser un panel citoyen sur un sujet si vaste et si débattu actuellement a été très intéressant pour nous, équipe d'animation. Cela nous a poussé à avoir certains partis pris méthodologiques pour que l'apport du panel citoyen soit le plus pertinent dans le débat actuel sur l'IA:

- ◆ Il a été demandé aux citoyens de travailler sur des visions de comment l'IA pourrait se développer dans l'UE, et non sur des recommandations de ce que l'UE ou d'autres acteurs devraient faire ou non. Les connaissances et les avancées sur l'IA évoluent très rapidement et nous voulions éviter que le panel citoyen ne se referme sur certains aspects techniques ou sur des éléments qui pourraient être obsolètes dans les mois à venir. Ces visions sont un message à la société, et non uniquement aux acteurs politiques.

- ◆ Les citoyens ont commencé le panel en expérimentant ce qu'était l'IA, à travers des démonstrations pratiques. Cela a permis de mettre tout le monde à niveau pour savoir de quoi on parle - car chacun a une idée différente de ce qu'est ou peut être l'IA-, de montrer la diversité des domaines et applications où l'IA peut être utilisée et enfin d'avoir un échange entre des personnes qui utilisent l'IA au quotidien et les membres du panel qui ont pu leur poser des questions
- ◆ Ce sont les citoyens qui ont défini la direction que devait prendre le panel. Le point de départ des discussions était ce que les citoyens pensaient ou ressentaient quand on évoquait l'IA et non d'une présentation stricte ce qu'est l'IA et de quels en sont les enjeux actuels. Les intervenants sont venus à chaque fois réagir aux portes que les citoyens ouvraient, en se basant sur ce que ces derniers avaient dit. Ce sont ainsi les citoyens qui ont défini les thèmes et axes de l'IA à discuter pendant les 3 week-ends
- ◆ L'IA étant un sujet complexe et vaste, dont les tenants et aboutissants ne sont pas encore très clairs, nous avons fait le choix de faire intervenir de nombreux intervenants, et ce, tout au long du processus. Ainsi, les citoyens pouvaient entendre des points de vue ou perspectives différentes et également adapter leurs visions en fonction de ce qu'ils entendaient.

Ces choix délibérés ont été discutés avec le Comité de Surveillance qui nous a accompagné tout au long de la démarche. Ces échanges nous ont permis d'ajuster le processus d'un point de vue méthodologique mais également d'un point de vue politique, en préparant le terrain pour que le rapport citoyen soit diffusé et utilisé par tous les acteurs travaillant sur l'IA.

3.4. Comité de surveillance

Le panel de citoyens était placé sous la direction d'un comité de surveillance. Les participants étaient des experts dans le domaine de l'intelligence artificielle, des processus délibératifs et des affaires publiques.

Le comité s'est réuni quatre fois et ses principales tâches étaient les suivantes:

Surveillance du processus du panel de citoyens avec une attention particulière portée aux préoccupations éthiques et sociales. Les membres du comité de surveillance ont été invités à assister au processus en qualité d'observateurs durant les réunions.

Ambassadeur du panel: Représentation et promotion du panel au niveau national et européen.
Événement de clôture: préparation et suggestions pour les orateurs.



3.5. Un panel de citoyens sur trois week-ends

La section suivante détaille le déroulement des trois week-ends du panel citoyen.

Les week-ends ont été répartis comme suit :

Objectif	Week-end 1 : Apprendre à se connaître et à connaître le sujet	
Date	24/02	25/02
Matinée	Introduction par le ministre des Affaires étrangères et européennes et le directeur général des Affaires européennes du ministère des Affaires étrangères introduction (organisation et citoyens) Comprendre le cadre général	Réponses des experts aux questions des citoyens « qu'est-ce que l'IA ? »
Après-midi	Qu'est-ce que l'IA ? Démonstration de 15 applications d'IA et premières questions du panel	Détermination de sous-thèmes en vue d'une délibération plus approfondie.
Résultat	Point de vue du groupe sur l'IA (au niveau individuel). Ce qui est important pour le groupe (au niveau individuel) : travail initial sur les risques et les opportunités de l'introduction de l'IA, identification des sous-thèmes à explorer. Si le groupe ne dispose pas de toutes les informations (niveau individuel)	

Week-end 2 : Approfondissement des sous-thèmes de l'intelligence artificielle		Week-end 3 : Feedback des experts et finalisation de la vision	
23/03	24/03	20/04	21/05
Introduction générale sur l'IA Loi sur l'IA Feedback des experts sur ce que les citoyens ont produit	Quel rôle les différents acteurs (publics, privés, citoyens) devraient-ils jouer dans le développement de l'IA, et ce, par sous-thème ?	Réflexion des experts sur le travail produit par le panel de citoyens	Relecture des messages clés et de la vision
Par sous-thème, Délibération : quel sera l'impact de l'IA sur la société (ce qui est souhaitable/ce qui ne l'est pas) et qui sera plus particulièrement affecté ?	Partager l'état d'avancement des travaux entre les différents groupes du panel	Délibération et finalisation des messages clés et de la vision par les citoyens	Validation de la vision et des messages clés Évaluation du processus Clôture
Ce qui est souhaitable ou non pour les citoyens dans le cadre du développement de l'IA (niveau sociétal) Le rôle des différents acteurs de la société dans le développement de l'IA (niveau sociétal - européen)		Finalisation et élaboration du rapport final	

Week-end 1

Présentation et introduction à l'intelligence artificielle

Le panel de citoyens s'est réuni durant le premier week-end afin d'explorer sa mission, le processus du panel de citoyens et le thème de l'intelligence artificielle. Une première présentation par l'équipe organisatrice a été suivie d'un mot de bienvenue du ministre des Affaires étrangères et européennes et de son représentant. Ensuite, les membres du panel ont fait connaissance et ont expliqué ce qui les avait poussés à participer au panel et ont exprimé leur point de vue sur l'IA.

Ensuite, les citoyens ont assisté à des démonstrations illustrant l'application de l'IA dans 15 domaines différents, dont la santé, la défense, la recherche d'emploi, les médias, etc. Enfin, une rencontre et une séance de questions/réponses a été organisée avec quatre panélistes issus de précédents panels de citoyens belges et européens. Certains panélistes ont conclu la journée en rencontrant 150 citoyens européens participant simultanément à un panel européen sur l'efficacité énergétique[1].

Le dimanche, des experts de l'IA ont répondu aux questions que les citoyens avaient préparées la veille, puis ont débattu avec le panel. L'après-midi a été consacrée à des séances de brainstorming en petits groupes, au cours desquelles les participants ont discuté de la manière dont l'IA pourrait affecter leur vie personnelle et professionnelle.

Week-end 2

Approfondissement des sous-thèmes de l'intelligence artificielle

Durant le deuxième week-end du panel citoyen, les participants ont approfondi les sous-thèmes de l'IA qu'ils avaient personnellement formulés lors du premier week-end: l'impact de l'IA sur le climat, la santé, la position de l'UE dans le monde, l'autonomie de l'Europe, la démocratie et les médias, le travail, l'éducation, la défense et la sécurité. Ces thèmes ont été

explorés sous le prisme de six thèmes transversaux définis par les citoyens: la transparence et la vie privée, le bien-être, l'apprentissage de l'IA, l'éthique, le développement humain et le développement économique. Les discussions ont été menées en sous-groupes et un système de rotation a permis aux citoyens d'analyser et d'approfondir différents sujets. Le panel a ainsi déterminé, par sous-thème, ce qui est souhaitable ou non dans le développement futur de l'IA. De nouveau, l'opportunité a été offerte aux participants de s'entretenir avec des experts de l'IA, cette fois en se concentrant sur les sous-thèmes choisis.

Le dimanche, les premiers résultats de la veille ont été expliqués à l'ensemble du groupe, puis discutés en plus petits groupes. La journée s'est terminée par une séance de questions-réponses avec le secrétaire d'État à la Digitalisation.

Week-end 3

Feedback des experts et finalisation de la vision

Au cours du dernier week-end du panel de citoyens, l'accent a été mis sur la finalisation et la validation de la vision collective des citoyens, étant le fruit des discussions approfondies menées durant les week-ends précédents. Un troisième groupe d'experts a fourni une évaluation critique et un feedback sur le contenu produit par les citoyens. Cette session de feedback a permis aux citoyens de clarifier et d'affiner les messages clés durant l'après-midi.

Le dimanche matin, une dernière opportunité à été offerte aux citoyens (individuellement et collectivement) de proposer des commentaires et des ajouts avant le cycle de validation du rapport final dans l'après-midi. Les citoyens ont répondu à la question suivante pour chaque message clé: « Acceptez-vous que ce message figure dans le rapport qui sera remis à l'autorité belge et à l'Europe ? ». Les citoyens ont eu l'opportunité d'expliquer leur motivation avant chaque cycle de validation. Quelques abstentions et votes négatifs ont été enregistrés durant ce cycle de validation.

Abstentions et votes contre

Tous les messages clés ont été validés à la quasi-unanimité du panel de citoyens, avec seulement quelques abstentions et votes négatifs. Nous les expliquons ci-dessous, car cela est important:

Système économique:

- ◆ Un des citoyens s'est demandé si ce point devrait déjà être mentionné ? Un autre citoyen abondait dans ce sens, car, selon lui, l'état actuel des connaissances ne permet pas d'affirmer que ce point doit être traité individuellement. Nous manquons actuellement d'informations pour en tirer quelque chose de concret.
- ◆ Un des citoyens a ajouté qu'il est logique que nous ne puissions pas en dire davantage sur le sujet, car nous sommes simplement moins informés sur de telles matières. Selon ces 3 citoyens, il incombe également aux politiciens d'informer davantage les citoyens sur ces sujets.

L'IA et l'environnement:

- ◆ Un des membres du panel ne défend pas la vision afférente à ce message clé: Selon lui, le principe du pollueur-payeur n'est pas la solution la plus souhaitable pour résoudre ce problème, car il est difficile à mettre en œuvre et parce que de telles mesures pénalisent essentiellement la Recherche et le Développement. De plus, il est difficile d'identifier le pollueur: s'agit-il de l'utilisateur ou du concepteur ?
- ◆ Un autre membre a déclaré que le lien avec l'IA est un peu tiré par les cheveux. Irions-nous dans le sens de ce panel de citoyens et dirions-nous que le développement de l'IA doit être sanctionné pour sa consommation, alors que d'autres programmes de communication ne le sont pas ? Pourquoi l'accent est-il mis sur l'IA plutôt que sur les autres ?

Human in the loop:

- ◆ Un des citoyens s'est abstenu, car il estimait que sa capacité à s'impliquer dans le débat était limitée et qu'il ne pouvait donc pas soutenir le travail fourni. Malgré le fait qu'il y ait un accord sur le contenu.



3.6. Attitudes du panel à l'égard de l'IA et de la démocratie avant et après le panel

Un questionnaire identique a été distribué au début et à la fin du panel afin de mesurer l'impact de ce panel de citoyens sur les citoyens participants. Il a permis de mesurer l'évolution des attitudes spécifiques des participants au cours du panel. En effet, la littérature internationale sur les panels de citoyens nous apprend que ces derniers revêtent un caractère transformateur, à savoir que les attitudes et les opinions à l'égard du sujet traité, ainsi que les attitudes à l'égard de la confiance politique, évoluent positivement au cours du processus d'un panel.

Quelques questions relatives à l'intelligence artificielle ont été posées dans le cadre de ce panel de citoyens.

Elles sont tirées d'un article scientifique rédigé par Schepman & Rodway (2020) sur le thème de l'échelle spécifique des attitudes à l'égard de l'intelligence artificielle.²

Le tableau ci-dessous illustre la note moyenne que les citoyens ont attribuée à ces questions spécifiques avant et après le panel. Toutes les notes sont sur 5, où 5 signifie que les citoyens sont tout à fait d'accord avec l'affirmation, et 1 signifie que les citoyens ne sont pas du tout d'accord avec l'affirmation.

Question :	Moyenne avant le panel	Moyenne après le panel
Le développement de l'intelligence artificielle aura un impact majeur sur ma vie quotidienne	4.5	4.6
Le développement de l'intelligence artificielle aura un impact important sur ma vie professionnelle	4.4	4.4
L'intelligence artificielle a de nombreuses applications utiles	4.9	5.0
J'ai confiance dans l'intelligence artificielle	2.6	3.8
L'intelligence artificielle peut offrir de nouvelles opportunités économiques au pays	4.9	4.9
Le développement de l'intelligence artificielle me préoccupe	3.5	2.8
Le développement de l'intelligence artificielle est une menace pour le secteur de l'emploi	2.9	1.5
Intérêt dans l'intelligence artificielle	4.2	4.3

Les chiffres ci-dessus confirment clairement la nature transformatrice des panels de citoyens. Les questions relatives à l'impact de l'IA sur la vie quotidienne (+0,1 sur 5) et sur la vie professionnelle sont restées plus ou moins identiques (=).

Mais il est évident que la confiance dans l'IA s'est accrue durant le panel. Avant le panel, la confiance dans l'IA n'était que de 2,6 sur 5 ; après le panel, la confiance dans l'IA est passée à 3,8 sur 5, soit une augmentation de 26 %.

Il convient également de noter que les questions qui généraient une perception négative de l'IA, affichent un pourcentage généralement en baisse. Par exemple, la question de savoir si les gens sont préoccupés par le développement de l'IA affiche une diminution du pourcentage qui est presque inversement proportionnelle à celle de la question relative à la confiance dans l'IA. Alors qu'au début du panel, la note moyenne était encore de 3,5 sur 5, ce pourcentage s'est contracté à 2,8 sur 5 après le panel de citoyens.

La question relative à la menace pour l'emploi a affiché une diminution similaire, la note moyenne passant de 2,9 sur 5 à 1,5 sur 5. Dans l'ensemble, on peut donc conclure que l'attitude de ce panel de citoyens est devenue plus positive à l'égard de l'IA. Naturellement, nous ne pouvons pas généraliser ces chiffres. Ils valent uniquement pour les membres participants de ce panel de citoyens.

Oltre les questions ayant un impact spécifique sur les attitudes à l'égard de l'IA, des questions classiques ont également été posées sur la confiance politique et la confiance dans les panels de citoyens, là encore sur une échelle de 5, où 5 correspond à une confiance totale et 1 à une absence de confiance.

Question :	Moyenne avant le panel	Moyenne après le panel
Quel est votre degré de confiance dans la politique en général ?	2.8	3.0
Quel est votre degré de confiance dans le gouvernement fédéral belge ?	2.9	3.0
Quel est votre degré de confiance dans les institutions européennes ?	3.5	3.4
Pensez-vous que les citoyens tirés au sort sont capables de développer une vision d'avenir sur des sujets complexes ?	3.8	4.4
Pensez-vous que les résultats de ce panel de citoyens peuvent inspirer les futures décisions qui seront pris au niveau européen sur le développement de l'intelligence artificielle ?	3.7	4.2

Les glissements sur les axes susvisés sont légèrement moins prononcés, la confiance dans les institutions demeurant plus ou moins identique, et diminuant même très légèrement à l'égard de l'UE.

La confiance dans le succès et l'utilité des panels de citoyens s'est accrue après la participation au

panel. Les citoyens sont davantage convaincus qu'ils peuvent élaborer une vision complexe pour l'avenir, ce score passant de 3,8 sur 5 à 4,4 sur 5. Enfin, davantage de citoyens sont convaincus que les résultats de ce panel de citoyens peuvent apporter une contribution substantielle aux décideurs politiques européens.

² SCHEPMAND Astrid, and RODWAY Paul. "Initial Validation of the General Attitudes towards Artificial Intelligence Scale." Computers in Human Behavior Reports, vol. 1, 2020, pp. 100014–100014, <https://doi.org/10.1016/j.chbr.2020.100014>.

3.7. Test IA sur le panel citoyen et résultats

Lors du panel citoyen, une expérience a été menée en vue d'analyser dans quelle mesure l'IA peut contribuer à soutenir et à étendre les processus délibératifs, et plus particulièrement, à résumer les discussions tenues par les citoyens. Toutes les discussions de l'ensemble du panel n'ont pas été enregistrées : seulement certaines discussions en breakout rooms et une partie des discussions en plénière. Toutes les discussions ont été anonymisées et n'ont pas été sauvegardées dans le logiciel utilisé après le test. Le test a été réalisé par une entreprise technologique belge avec le logiciel d'une entreprise technologique internationale. Les citoyens ont été informés du test à l'avance et les enregistrements ainsi que les règles du RGPD ont été suivis. Le logiciel qui a été utilisé fonctionne exclusivement dans des centres de données situés en Europe occidentale. Notre objectif était d'évaluer si l'IA peut être utilisée pour retranscrire automatiquement les débats et générer ensuite un résumé cohérent. Si ces processus peuvent être automatisés efficacement et s'ils produisent des résultats qualitatifs, il est possible d'alléger la charge de travail des modérateurs et de documenter les débats de manière structurelle.

Enregistrement des débats

Les débats de certains sous-groupes ont été enregistrés de deux manières : via le microphone d'un ordinateur portable placé au centre de la table et par l'infrastructure audio professionnelle du Palais d'Egmont (1 microphone par personne).

La qualité des enregistrements sur ordinateur portable variait considérablement et dépendait de plusieurs facteurs environnementaux³. Dès lors, certains entretiens n'ont pu être retranscrits et nous concluons que cette méthode n'est pas suffisamment fiable pour ce scénario. En revanche, la seconde méthode a fourni d'excellents résultats.

Transcription

La transcription des fichiers audio a été réalisée avec Azure Speech-to-Text et avec Microsoft Copilot. Toutefois, Copilot ne peut actuellement retranscrire que des conversations monolingues et n'offre pas la possibilité de modifier les paramètres. Azure Speech-to-Text permet de retranscrire simultanément plusieurs fichiers et de configurer plusieurs paramètres. Cela permet d'utiliser des modèles d'IA de pointe capables de gérer des conversations multilingues. Les deux méthodes produisent des résultats souhaitables et utiles. Toutefois, la qualité de l'enregistrement demeure le facteur décisif pour les transcriptions.

Résumés

Les transcriptions brutes ont ensuite été utilisées pour générer un résumé de chaque débat. Pour ce faire, l'OpenAI Studio de Microsoft Azure a été utilisé, dans lequel la version la plus avancée de GPT est disponible : GPT-4-32k. Ce modèle dispose d'une très grande «fenêtre contextuelle»⁴, qui permet de saisir l'intégralité de la transcription (±15 pages) ainsi que les instructions sous forme d'invite. Il est demandé dans l'instruction que la réponse soit rédigée en style Markdown afin que le modèle génère un résumé contenant des éléments de

mise en forme tels que des (sous-)titres, des puces, du texte en gras et en italique. L'instruction stipulait également qu'il convenait d'identifier les différents thèmes de la transcription, d'extraire les sentiments et arguments positifs et négatifs et de générer un résumé assorti d'une conclusion. Qu'il s'agisse d'une transcription néerlandaise, française ou multilingue, le modèle a pu produire sans problème des résumés dans la langue spécifiée.

Les documents en résultant contenaient essentiellement les éléments requis et reflétaient le déroulement et le contenu des débats. Une évaluation qualitative a été réalisée en comparant chaque résumé avec les notes prises par les modérateurs des débats. Ces notes correspondaient largement aux résumés et des éléments ou des détails spécifiques faisaient défaut dans quelques cas seulement.

Conclusion

Cette expérience pilote a démontré le degré d'avancement de l'intelligence artificielle et la possibilité de l'utiliser dans le cadre d'applications pratiques.

Cela pourrait potentiellement accélérer la rédaction des rapports des futurs panels (de citoyens), étant donné

que la technologie peut automatiser plusieurs tâches très chronophages.

Il convient de souligner qu'il a été observé à plusieurs reprises au cours de cette expérience que le niveau des résultats était surtout influencé par la qualité des enregistrements, alors que le logiciel d'IA lui-même produisait toujours des résultats cohérents et de haute qualité.

Enfin, nous tenons à souligner que cette technologie n'en est qu'à ses balbutiements, mais qu'elle est déjà très performante. Nous anticipons que la technologie sera considérablement améliorée et proposera de nouvelles fonctionnalités dans les prochaines années.

Le résultat de ce test est tout à fait conforme à la vision formulée par les citoyens :

- ◆ La technologie de l'IA permet de simplifier les tâches administratives.
- ◆ La technologie de l'IA ne peut pas encore remplacer l'humain dans tous les processus : l'humain reste important dans la boucle.

³ Acoustique de la salle, dialectes des participants, distance entre les participants et l'ordinateur portable, bruit ambiant externe.

⁴ La fenêtre contextuelle d'un grand modèle langage représente le nombre de symboles dont un modèle peut tenir compte. Une fenêtre contextuelle de 32k implique que le nombre total de symboles dans l'instruction, le contexte (par exemple, la transcription) et la réponse du modèle, ne peut être supérieur à 32 000.



4. COMMUNICATION

Une grande importance a été accordée à la communication avant et pendant le panel de citoyens. Une vidéo d'introduction a été réalisée et diffusée avant le panel de citoyens, invitant les personnes à s'inscrire après avoir reçu l'invitation.

Durant le panel de citoyens, une grande attention a été accordée à la représentation visuelle: un photographe a réalisé un rapport visuel de chaque week-end, qui a servi à la communication avec les citoyens et un public plus large. La presse a été invitée chaque week-end, mais les journalistes ont été peu nombreux à se déplacer. Un communiqué de presse a circulé après le premier panel de citoyens et sera diffusé après l'événement de clôture du 25 mai. Quelques interviews impliquant les organisateurs ont également été réalisées avec des médias en ligne pour recueillir leurs impressions sur le déroulement du panel.

Le site web de la présidence a donné de la visibilité au panel citoyen sur une page dédiée, accessible depuis le menu principal. Les réunions du panel et l'événement de clôture ont été repris dans le calendrier des événements et présentés dans des pages descriptives. Enfin, des articles accompagnés de vidéos ont été publiés après chaque weekend. Ces différentes pages ont régulièrement été mis en avant sur la page d'accueil du site.

Un vidéaste a réalisé un reportage sur chaque week-end **et une vidéo du making-of de l'ensemble de l'événement citoyen**. Les citoyens et l'équipe organisatrice ont été interrogés et deux citoyens ont également été suivis. Cela a débouché sur **plusieurs** vidéos fournissant un aperçu fidèle des différents week-ends. Tous ces éléments ont été utilisés dans la communication de la présidence via divers canaux médiatiques, **sans achat supplémentaire de médias**:

belgian-presidency.consilium.europa.eu
www.youtube.com/@EU2024BE
www.instagram.com/EU2024BE
www.facebook.com/EU2024BE
www.linkedin.com/showcase/eu2024be

Deux créateurs de contenus, David Dieu et Younes Idrissi, ont également été sollicités pour produire, chacun, un reportage diffusé sur leurs réseaux sociaux respectifs.

Dans le contexte préélectoral, une attention particulière a été apportée au respect de la période de prudence, en particulier les règles relatives à la visibilité des représentants politiques dans les médias.



5. LES EXÉCUTANTS

Pour mener à bien cette mission, **Glassroots, Missions Publiques** et **VO Citizen** ont uni leurs forces afin de répondre à l'appel d'offres du SPF Affaires étrangères.

L'expérience combinée des équipes dirigées par Cato Léonard, CEO de Glassroots, Yves Mathieu, CEO de Missions Publiques, et Michaël Desmet de VO Citizen confère à ce projet une qualité méthodologique inégalée et une capacité à maximiser l'influence nationale et européenne de ce panel citoyen.

Glassroots

Glassroots assiste les autorités, les institutions publiques, les partis politiques, les entreprises et les organisations dans l'élaboration de leur stratégie, de leur politique, de leur innovation et de leur participation citoyenne. Glassroots fournit non seulement l'architecture nécessaire et la méthodologie éprouvée, mais également la facilitation de ce processus dans plusieurs langues. Son expertise permet également une bonne gestion de projet, en suivant une feuille de route claire avec des indicateurs de succès mesurables. L'engagement des parties prenantes concernées, telles que les citoyens, les organisations de la société civile, les entreprises, les autorités et les universitaires, est au cœur d'une politique efficace, tant pour les autorités que pour les organisations.

Missions Publiques

L'objectif de Missions Publiques est de faire entendre la voix des citoyens dans la prise de décision via la participation citoyenne. Depuis 1998, ils ont mené plus de 1 300 dialogues dans le monde entier, s'efforçant de façonner des modèles de gouvernance partagée pour

une meilleure prise de décision aujourd'hui et demain. Aucun sujet n'est trop complexe ou trop conflictuel pour que les citoyens puissent s'exprimer. Missions Publiques travaille en étroite collaboration avec les institutions afin de mettre en place un leadership participatif, qui informe efficacement les politiques et engage le public de manière transparente. Leur approche personnalisée donne la priorité au bien-être des membres et encourage des opinions diverses et bien informées. Spécialisés dans la participation citoyenne, la concertation, la conception de processus et la communication, ils proposent un large support afin d'améliorer la démocratie participative et l'engagement des citoyens.

VO Citizen

VO Citizen est une agence de communication spécialisée en projets institutionnels. Elle s'est construite sur la base de compétences orientées sur la compréhension des enjeux citoyens, de changements de comportements dans la sphère publique et de valorisation des initiatives participatives. Membre de VO Group, ils travaillent de manière collaborative avec 7 agences réunies sous le même toit et qui, ensemble, couvrent toutes les expertises de la communication. Cette pluridisciplinarité, unique sur le marché, leur permet d'embarquer les meilleurs talents dans tous leurs projets. Sa particularité réside dans sa capacité à offrir une gamme complète de compétences en communication. Que ce soit la communication institutionnelle, les campagnes de communication commerciales ou non-commerciales, l'organisation d'événements mémorables, la gestion de la présence en ligne, la production vidéo, les relations presse, la création graphique ou la maîtrise des réseaux sociaux, VO Citizen possède une expertise avérée dans chaque domaine.

6. REMERCIEMENTS

Nous souhaitons exprimer notre gratitude la plus sincère envers les 60 citoyens qui ont participé au panel de citoyens. Leur engagement en consacrant volontairement leur temps (libre) et leur énergie à ces débats est remarquable. Pendant trois week-ends à Bruxelles, ils ont fait preuve d'une grande ouverture d'esprit en écoutant, en discutant et en débattant. Leur contribution est inestimable et essentielle pour le développement de la démocratie délibérative.

De plus, ce panel de citoyens n'aurait pas été possible sans le travail acharné de toutes les personnes impliquées dans l'organisation ou partageant leur expertise et leur expérience avec les citoyens.



Les organisateurs

Hendrik Van de Velde, coordinateur de la Présidence belge de l'UE au SPF Affaires étrangères et son équipe: Inès da Câmara Santa Clara Gomes et Maarten Demarsin.

L'équipe opérationnelle et les modérateurs

Cato Léonard (Glassroots),
Yves Mathieu (Missions Publiques),

Caroline Ampe, Gide Van Cappel,
Ariane Molderez (Glassroots),

Benoit Verhulst et Elsa Ogien Amélie Scicluna en tant que jeune professionnelle (Missions Publiques),

Sophie Devillers et Evelyne Schöller (en soutien de Missions Publiques et Glassroots), Michael Desmet et Tarik Krafft (VO citizen)

Les interprètes

Ann Lafosse,
Tony Vandemoortele,
Anthony Vandamme

La restauration

Freddy met Curry

Conférenciers et experts consultés durant la préparation

Nathanael Ackerman (Al4Belgium/BOSA), Antoine Alexandre André (DG Connect), Amedee Audooren (VDAB), Benjamin Baelus (Microsoft), Paul Blanpain, Karen Boers (FARI), Ferdinand Casier (Agoria), Quentin Colombier (Espaces- Mobilités), Alexander Deleeck (Sparkle), Béatrice De Mahieu (BeCode), Elena De Roeck (Python), Antonin Descampe (UCLouvain), Dirk Deroost (Cronos), Dario Deserranno (Espaces-Mobilités), Alain Goossens (Sparkle), Emilie Grégoire (VUB), An Jacobs (VUB), Rein Lemmens (Kapernikov), Philippe Mack (Pepite), David Martens (UA), Xavier Marichal (UCL), Mathieu Michel (Secrétaire d'État à la Digitalisation, à la Simplification administrative, à la Protection de la

vie privée et à la Régie des Bâtiments), Siméon Michel (FARI), Hans Nieboer (UZ Brussel), Marc Noppen (UZ Brussel), Ann Nowé (FARI), Ann-Katrien Oimann (KULeuven/KMS), Rebekah Paris-Lambersy (UA), Sofie Serwir (Représentation permanente de la Belgique auprès de l'UE), Karolien Scheerlinck (VDAB), Roald Sieberath (Agence du Numérique), Marieke Van Camp (FARI), Sonia Van Dooren (UZ Brussel), Varun Vaid (Sparkle), Patrick Viaene (Microsoft)

L'équipe du Palais d'Egmont

Anne Vandormael et son équipe de protocole: Bayard Wathion, Fatine Benmoussa, Djellza Beqiraj, Laszlo Bottiglieri, Dorian Bukens Sanchez, Brahim Chakib, Alycia De Roy, Aris Papadis et Bavo Tordeur.

Youri Van Gils et son équipe de sécurité: Koen Pulinx Elke De Backer, Lauren De Vos et Layli Yaftali

Hans Bril et son équipe ICT: Zeger Destoop, Jan Ferdinand et Tibo Colman

Le Comité de surveillance

Michael Aedenhof (Représentation permanente de la Belgique auprès de l'Union européenne), Eva Bördos (DemNet Hungary), Jehan Bottin (UCLouvain), Marijke Schroos (Microsoft), Carmen Mazijn (VUB/SPF Affaires étrangères), Jonathan Moskovic (Parlement Franco- phone Bruxellois) et Gaëtane Ricard-Nihoul (Commission européenne).

L'équipe des médias et de la communication

Miguel Van Keirsbilck, Timur Michelashvili, Jean-Victor de Neve, Bryan Prout, David Dieu, Adam Sferrazza et Idrissi Younes et Ines Briard pour les communications du SPF Affaires étrangères.

Les citoyens de panels précédents qui ont témoigné

Julia Dora De Brabander, Annemie De Clercq, Darlin Kouokam et Gisèle Magnéry.



7.

COLOPHON

Titre

Une vision citoyenne sur l'intelligence artificielle au sein de l'Union européenne

Auteur

Le rapport reflète les délibérations et la vision formulées par un panel de 60 citoyens belges.

Éditeur responsable

Theodora Gentzis,
Présidente du Comité de direction
du SPF Affaires étrangères,
Commerce extérieur et Coopération
au développement.

Rue des Petits Carmes 15,
1000 Bruxelles, Belgique,
Tél. +32 501 81 11,
diplomatie.belgium.be

Composition, facilitation, logistique du panel de citoyens

Glassroots,
Missions Publiques,
VO Citizen

Coordination

SPF Affaires étrangères

Hendrik Van de Velde,
Inès da Câmara Santa Clara Gomes,
Maarten Demarsin

Dépôt légal

0218/2024/004

Date

Mai 2024



vo
citizen



be
EU
belgium24.eu

Belgian Presidency
of the Council of the
European Union

be
EU
belgium24.eu

Belgian Presidency
of the Council of the
European Union

